

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1909.

Projet de loi approuvant la Convention Internationale relative à la Procédure Civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CLEEMPUTTE

MESSIEURS,

I

La Convention soumise à l'approbation des Chambres belges, conformément à l'article 68 de la Constitution, a pour objet de compléter et d'interpréter plus clairement la Convention conclue à La Haye, le 14 novembre 1896, suivie d'un protocole additionnel, en date du 22 mai 1897, approuvés par les législatures compétentes, et, en ce qui concerne la Belgique, par la loi du 28 mars 1898.

Le nouveau Traité, comme celui qui l'a précédé, est l'œuvre de la Conférence diplomatique de Droit International Privé, réunie à La Haye. Il a été l'objet des travaux de cette Conférence dans les sessions de 1893, 1894, 1900 et 1904. Vous le savez, elle a pour but de faire donner, soit par des engagements entre États, soit par une révision partielle de leur législation respective, aux conflits des lois nationales, les meilleures solutions, en harmonie avec les nécessités des rapports, multiples et complexes, entre les États, entre leurs nationaux, avec la facilité, la rapidité et l'extension des communications et l'intensité de l'activité économique, avec les aspirations des juriconsultes, de l'opinion et des législateurs à une communauté de règles obligatoires consacrant une hospitalière équité entre les nations.

La Convention de 1896 a été conclue entre quinze États de l'Europe continentale, dont les caractères et les intérêts sont différents et parfois opposés; tous ces États pouvaient la dénoncer à son échéance quinquennale, et aucun ne l'a dénoncée; lorsqu'elle a été soumise à révision, aucun n'en a

(1) Projet de loi, n° 84.

(2) La Commission était composée de MM. Van Cleemputte, *Président-Rapporteur*, Carton de Wiart, Destrée, Huysmans et Pouillet.

demandé l'abrogation ; aucun ne s'est refusé à l'amender ; tous, avant l'expiration du terme, ont accepté de la perfectionner et de la renouveler ; tous se sont mis d'accord au sujet des perfectionnements. Ces faits ne prouvent-ils pas qu'aux yeux des intéressés, l'œuvre de la Conférence fait réaliser d'utiles progrès en matière de droit international privé ?

Elle fixe, en augmentant leur force obligatoire, des règles internationales, au sujet de la *communication*, avec le concours des États, d'actes judiciaires ou extra-judiciaires, au sujet de l'exécution complète de commissions rogatoires ou de mesures d'instruction, au sujet de l'assistance judiciaire gratuite, au sujet de la contrainte par corps, au sujet de l'égalité des nationaux et des étrangers quant à l'accès plus facile aux tribunaux de chaque État.

Ce qui jadis n'était guère qu'une pratique de courtoisie internationale est reconnu et proclamé obligation stricte ; l'État requis n'est pas seulement obligé de faire communiquer ou de remettre, il est tenu de faire signifier « par contrainte », même dans la forme spéciale lui indiquée, étrangère, mais non contraire, à ses lois propres ; il est tenu d'exécuter, de faire exécuter ; il est tenu de prouver, d'une manière déterminée, qu'il a remis, signifié, exécuté.

C'est le trait saillant de l'œuvre de la Conférence diplomatique de La Haye.

II

Les sujets, que nous venons d'énumérer, avaient été traités séparément.

La Conférence de La Haye a préféré les réunir en articles d'un même traité, d'ailleurs en paragraphes ou chapitres distincts.

Les motifs principaux de sa résolution ont été appréciés par la Belgique, notamment parce qu'ils intéressent la fécondité de l'*Union* de quinze États européens pour le progrès du Droit International Privé, et concourent à caractériser les tendances et l'action de la Conférence diplomatique.

Aussi n'est-il pas sans utilité de reproduire ici une considération du Rapport de M. Louis Renault sur le projet de convention (1).

« Les matières comprises sont distinctes, mais elles se rattachent bien au même ordre d'idées. Il s'agit de faciliter les rapports internationaux au point de vue de la procédure, et l'on peut en concevoir les diverses dispositions entrant en application *dans la même affaire*. Un étranger fait un procès dans un pays contractant ; il invoque la dispense de la caution *judicatum solvi* ; il demande le bénéfice de l'assistance judiciaire ; au cours du procès il peut y avoir des significations d'actes à faire ou des commissions rogatoires à exécuter dans un autre État contractant. (Voir, dans l'article 23, un exemple de cette répercussion de divers articles sur les autres.)

« N'est-il pas naturel que les dispositions relatives à ces divers points soient réunies en un même acte, et n'est-il pas plus commode, pour les magistrats, les avocats, les professeurs, de les trouver ainsi réunies, que d'avoir à les chercher dans des actes séparés ?... » Pour la majorité de la Commission,

(1) *Actes de la Conférence* (session de 1904, p. 85).

la Convention forme un ensemble qu'il y aurait le plus grand danger à scinder. Chaque pays n'accepte pas avec le même enthousiasme toutes les parties de cet ensemble, *il se résigne aux unes pour avoir le bénéfice des autres*. Tout bien considéré, la somme des avantages lui paraît l'emporter sur les inconvénients. Avec le sectionnement, les choses vont se passer autrement, et l'*Union* serait en grand danger.

« Un pays choisirait naturellement dans les conventions celles qui lui conviendraient, pour ne signer que celles-ci ou pour dénoncer les autres, de manière à avoir les avantages sans avoir les charges. Certaines dispositions, qui ont une importance générale, mais qui peuvent gêner des intérêts particuliers ou choquer certains préjugés, courraient risque de disparaître. Il y aurait là une rupture d'équilibre inadmissible. »

III

Comme M. Asser, Président de la Conférence, Ministre d'État néerlandais, M. Renault avait insisté sur les avantages de l'*Union* et montré, dans la combinaison des articles du traité de 1896 et du traité projeté, le moyen d'assurer la conservation et la fécondité de cette Union. « Elle s'affirme encore, disait-il, » par cet examen en commun des suites que la convention a eues. La collaboration internationale, si féconde en bienfaits par l'influence réciproque » du droit interne et du droit conventionnel, se poursuit ainsi et, après » avoir créé le mécanisme, en améliore le fonctionnement... La Commission, » tout en proposant de nombreux changements, a conscience de ne pas » ébranler les bases essentielles de la Convention de 1896. Elle vous » demande de dissiper l'obscurité et de combler les lacunes signalées, de » resserrer les liens entre les États associés, sans changer la nature de » l'association. »

Et précisément, parce que présentement elle n'aurait pu imposer telle ou telle règle d'équité modifiant brusquement la législation intérieure de l'un ou l'autre État, sans rompre l'œuvre d'ensemble, sans ébranler l'*Union* entre les contractants, la Conférence a proposé et le Traité consacre, au profit des États « qui voudraient aller plus vite », le droit « d'introduire, dans leurs rapports, certains perfectionnements, que n'admet pas encore l'ensemble des contractants, de le faire au moyen de conventions particulières... » « L'*Unité* a ses avantages, mais souvent elle ne peut être obtenue sans de trop grands sacrifices; l'*Union* comporte des degrés divers. Il faut compter sur l'effet du temps qui est « un *galant 'uomo* », qui agit plus que les argumentations les plus serrées (1).

Aussi bien trouvera-t-on souvent, dans les dispositions du Traité, que telle mesure spéciale, tel mode particulier de procéder, est admis, si l'État, sur le territoire duquel l'acte doit s'accomplir, ne déclare pas s'y opposer, si sa législation n'y est pas contraire.

(1) *Act. conf.*, 1904, pp. 81, 82.

Ce sont là des moyens employés pour, dans la pratique, donner aux obligations la « souplesse nécessaire » afin de ménager tantôt des usages invétérés, tantôt la susceptibilité des Puissances désireuses de s'affirmer maîtresses souveraines de leur territoire, de leur législation et de leur concours aux œuvres d'équité internationale.

IV

Les sept premiers articles concernent la

COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES

On examinera, en regard, le texte de la Convention de 1896, celui de la Convention de 1903, et celui du protocole de 1897.

On lira le texte des déclarations échangées en 1900 et 1902 entre la France et la Belgique, entre la Suisse et la Belgique.

V

Les sept premiers articles ont été traités et réunis par la Conférence de La Haye en un paragraphe ou un chapitre distinct. Ils soulèvent plus de difficultés juridiques ; ils touchent d'ailleurs plus directement à de nombreux et importants intérêts privés, en même temps qu'aux susceptibilités de la souveraineté nationale. On a, d'une part, souvent exprimé le regret que les conventions n'aient pas été suffisamment expliquées ; d'autre part, la législation d'un État ne peut leur donner seule une interprétation liant l'administration ou les tribunaux d'un autre État ; mais il peut être utile, et l'on se trouve obligé, de réunir et de signaler les éléments certains d'une interprétation en quelque sorte authentique et internationale ; ces éléments sont puisés principalement dans les délibérations de la Conférence de La Haye en sa session de 1904.

Il convient de rappeler dès maintenant ce que M. Renault signale, dès le début, dans ses observations sur ce chapitre :

« Il s'agit, dans ce chapitre, de faciliter, dans les rapports *entre les Etats* contractants, la *communication* des actes judiciaires ou extrajudiciaires ; les *législations intérieures* sont *pleinement réservées* ; c'est un point essentiel sur lequel ce rapport insistera plus loin, mais qu'il convenait d'indiquer dès le début. » Le Traité s'occupe de la *communication* de l'acte fait, du *concours de l'Étranger* à cette communication (1).

VI

A L'ARTICLE PREMIER.

A. — De l'intitulé « Communication d'actes judiciaires ou d'actes extrajudiciaires, tant pris seul que combiné avec l'article 6 n° 3, et des explica-

(1) Voir *Actes* de 1904, p. 84. Voir aussi « La Convention de La Haye du 14 novembre 1896, relative à la procédure civile », par T. M. C. Asser, Président de la Conférence. Année 1901.

Voir *Actes* de 1893, p. 36, et de 1894, reproduits dans l'écrit précité de M. Asser.

tions données, soit dans les Rapports, soit dans des discussions, il résulte que le Traité ne stipule pas seulement au sujet d'exploits d'assignation, d'ajournement, de citation, d'appel et autres semblables, mais au sujet de tout acte que l'intéressé veut notifier à une personne se trouvant à l'étranger, « à telles fins que de droit », tels que la signification d'un congé de bail, une mise en demeure, la dénonciation d'un protêt, tous « *actes extra-judiciaires* ». « *Ces mots ont une portée très large.* » (1)

B. — L'article 1^{er} porte : *En matière civile ou commerciale.*

La Convention ne dispose point en matière répressive; elle ne s'occupe que des matières civiles ou commerciales. Mais ce n'est pas à dire que les matières *administratives* soient *absolument en dehors* de la Convention. Il y a lieu de distinguer, dit le rapporteur à la Conférence : « Une juridiction administrative peut avoir à connaître de questions du même genre que celles qui se présentent devant les tribunaux civils ordinaires (par exemple un procès relatif à l'exécution d'un marché de fournitures entre un particulier et une administration publique); il n'y a pas de raison pour que les significations à faire relativement à des procès de ce genre ne puissent s'effectuer en conformité des dispositions de notre chapitre. Les expressions qu'on veut supprimer (le délégué italien proposait la suppression des mots *civile* ou *commerciale*) sont très larges et ne comprennent pas seulement les affaires qui sont de la compétence des tribunaux civils ou des tribunaux de commerce *dans les pays où il y a une JURIDICTION ADMINISTRATIVE....* Du moment où DES INTÉRÊTS PRIVÉS sont en jeu, la Convention s'applique.... »

C. « Les communications se feront sur une demande du *consul de l'État requérant*, adressée à l'autorité qui sera désignée par l'État requis. »

En admettant les consuls de l'État, d'où part l'acte à communiquer, à en diligenter la *communication* dans *l'État où ils sont accrédités* et où se trouve la personne à laquelle la communication est destinée, la Convention applique les principes de la législation belge, laquelle a considérablement, en d'autres matières, étendu les attributions de nos consuls, dans leur ressort respectif, et en a fait accepter l'exercice par de nombreux traités; au surplus, les attributions des consuls, en ce qui concerne la communication des actes, sont consacrées par la Convention ou Déclaration échangée entre la France et la Belgique le 17 octobre 1902.

A défaut de dispositions prises par le Gouvernement qui a commis le consul, ce n'est pas la partie intéressée qui directement transmet l'acte au consul en requérant ce dernier d'en diligenter la communication : c'est l'autorité de l'État que ce consul représente, le plus généralement le Ministre compétent.

En principe, il s'agit d'obligations à remplir entre États. Le rapporteur, M. Renault, dit avec raison : « Comment la pièce à signifier est-elle parvenue au consul? *Cela ne regarde pas la Convention.* C'est une affaire d'ordre purement intérieur à régler par chaque pays, suivant ses convenances. Tel pays voudra que les significations à faire à l'étranger soient centralisées à son dépar-

(1) Rapport, *Actes 1904*, p. 84. *Actes 1893 et 1894*. Discussion.

tement des Affaires Étrangères, qui les expédiera aux consuls. Tel autre les centralisera à son Ministère de la Justice, qui les enverra au consul, ce qui évitera déjà des intermédiaires; tel autre permettra à ses autorités judiciaires de correspondre directement avec ses consuls à l'étranger. On peut se rendre compte de la rapidité de pareil procédé... » (1).

Mais le consul est saisi directement par son Gouvernement, par celui ou ceux que ce dernier commet ou autorise, et non plus par l'intermédiaire du Ministre étranger; et le consul s'adresse à l'autorité judiciaire ou administrative locale, que l'État étranger s'est obligé à désigner pour recevoir les demandes de ce genre, autorité locale qu'il s'est obligé à contraindre à faire opérer la communication.

Ce mécanisme assure plus de facilité et de promptitude dans la communication obligatoire.

L'article 1^{er}, déterminant les indications que contiendra la demande reçue et transmise par le consul, mentionne « l'autorité de laquelle émane l'acte transmis »; mais cette rédaction n'exprime « *in terminis* » que ce qui se présente le plus souvent, *id quod plerumque fit* : l'acte à communiquer, à notifier, à signifier, étant, dans la plupart des cas, une décision ou une ordonnance judiciaire, une assignation ou un acte de procédure, la communication, la signification, pouvant avoir pour objet même un acte sous seing privé, une simple déclaration à la requête d'un intéressé, il n'y a point, dans pareils cas, à indiquer l'autorité de laquelle émane l'acte, sauf que la demande adressée au consul mentionne qu'elle émane de son Ministre, de cette autorité. Voir, d'ailleurs, l'article 6, alinéa 1^{er}, n° 2, et alinéa final, concernant la signification que l'intéressé FAIT FAIRE DIRECTEMENT par l'huissier étranger (2).

D. — La Convention nouvelle, à la différence de celle de 1896, ne dit plus que les significations d'actes à destination de l'étranger se feront « *sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux* d'un des États adressée à l'autorité compétente d'un autre ».

Surtout au point de vue et dans l'ordre de nos lois belges, cela ne rentre pas dans les attributions naturelles des autorités judiciaires. En principe, d'ailleurs, les cours et tribunaux n'ont, s'ils ne sont saisis d'un litige, pas à intervenir dans la signification des décisions ou ordonnances; ni les parquets non plus, s'ils ne sont point partie au procès ou n'en sont pas chargés, par un texte spécial, dans un intérêt de protection ou d'ordre; et si les tribunaux ou les parquets ont déjà ou jugé ou requis, et qu'il faille le communiquer dans un État étranger, pourquoi interviendraient-ils de nouveau dans la communication qui se fera par les soins d'autres autorités ou agents, tant de Belgique que de cet État?

Pourquoi exiger l'intervention des tribunaux ou des parquets, au risque d'occasionner des retards, le danger d'un préjudice pour les intéressés? Elle est inutile également au point de vue du respect de la souveraineté et du

(1) Actes de 1904, op. cit., p. 84.

(2) Voir la restriction de l'article 6, alinéa final de la présente convention et article 4 de la Convention de 1896.

droit de contrôle appartenant à l'État étranger; en effet, dans le système nouveau, le consul de l'État requérant doit s'adresser à l'autorité désignée par l'État requis; le Gouvernement de celui-ci peut se faire renseigner, il peut faire des observations, soulever des difficultés qui seront réglées par la voie diplomatique; il peut même déclarer qu'il entend que les demandes de significations à faire sur son territoire lui soient adressées à lui-même, Gouvernement, par la voie diplomatique (art. 1^{er}, al. 3).

Même sous le régime de la Convention de 1896, encore en vigueur, la Cour de cassation de Belgique a jugé, par arrêt du 12 mars 1903, sur les conclusions conformes de M. le premier avocat-général Terlinden(1), que l'intervention, soit des cours ou tribunaux, soit des officiers du Ministère public, n'est point exigée à peine de nullité. Le motif principal est que l'État, sur le territoire duquel la signification doit se faire, et par les soins duquel elle a d'ailleurs été *faite* purement et simplement sur une demande diplomatique, conformément à la Loi du 26 mars 1833, est *seul* juge de l'opportunité de l'intervention du Ministère public ou des tribunaux étrangers, *stipulée dans son seul intérêt*.

Le consul remet la signification à l'autorité qui sera désignée par l'État requis.

« Quelle sera cette autorité? La Convention ne le dit pas, parce que cela » sera du ressort de la législation intérieure. » (2)

Il a été reconnu, au cours des délibérations de la Conférence, que si un État n'a pas de consul accrédité sur le territoire étranger où la communication devrait se faire, il pourra s'entendre avec l'État de ce territoire quant à l'emploi des bons offices des consuls d'un État *tiers* (3). C'est là, d'ailleurs, une application « du principe général *de la liberté des conventions* », consacré par la Conférence, comme le rappelle d'ailleurs M. le Rapporteur (4). Arg. des articles 1, 3, 6.

E. — « Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la demande du consul seront réglées *par la voie diplomatique*. » Alinéa 2. Cela a paru naturel : il s'agit d'un acte que le Gouvernement de l'État requis est appelé à accomplir, en vertu de ses attributions politiques, sur le territoire où il concourt à exercer la souveraineté. D'ailleurs, cette disposition est en rapport avec l'article 4, qui détermine dans quel cas l'État requis peut refuser la communication, et c'est le Gouvernement qui en est juge.

F. — L'État, qui ne déclare pas aux co-contractants, à plusieurs, ou à tel d'entre eux, qu'il entend que la demande de signification à faire sur son territoire, lui soit adressée par la voie *diplomatique*, et non à un de ses magistrats ou fonctionnaires par un consul, accepte, subit le mode *de droit*, aux termes et dans les conditions de l'article 1^{er}. La déclaration est exigée;

(1) *Pas. B.* 1903, I, p. 126.

(2) Rapport RENAULT, 1904, p. 85.

(3) *Actes de la Conférence*, 1894, p. 51.

(4) *Ibidem*, pp. 86, 89.

mais elle peut se faire par simple note, sans qu'une disposition législative soit nécessaire ; la Convention n'a pas eu à régler la forme de la déclaration ; cette forme dépendra de l'appréciation de chaque État.

Cela a été expliqué par M. le Rapporteur lors de l'examen de l'article 6 ; sur une interpellation du délégué du Gouvernement autrichien, il a ajouté, sans aucune contradiction, que l'Autriche ayant, sous le régime de la Convention de 1896, laquelle renferme une disposition analogue, déclaré à la Belgique que les significations par la poste n'étaient pas admises en Autriche, cette déclaration continuera à produire son effet.

Arg. de l'alinéa 3 (art. 1^{er}) et de l'article 6, et Actes de la Conférence (1). Ces déclarations n'ont rien d'irrévocable (2). D'où l'observation suivante.

G. A la différence de plusieurs lois et conventions, il n'y a dans le système du Traité qui vous est soumis aucune nécessité de réciprocité dans les rapports entre États, tels que ces rapports résulteraient de la déclaration faite par l'un ou plusieurs d'entre eux, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 1^{er}. Aucune clause ne lui donne cet effet ; la réciprocité pourrait d'ailleurs être désagréable ou nuisible à l'État, à qui la déclaration aurait été faite, ou à ses nationaux, intéressés à l'emploi habituel d'un mode dont le déclarant ne veut pas pour des considérations indifférentes à d'autres États.

Aussi, M. le rapporteur a-t-il expliqué l'alinéa 3 dans ce sens, catégoriquement, sans rencontrer aucune contradiction (3). Cela est, au surplus, en harmonie avec l'esprit de la Convention, dans l'économie de laquelle chaque État peut, en vertu de cet alinéa, faire le choix du procédé qui lui convient le mieux pour recevoir les actes à communiquer, sauf « s'il ne dit rien, que le procédé indiqué s'appliquera dans ses rapports avec les autres États » (4).

VII

Quant aux articles 2 et 3, on peut se borner à signaler qu'ils marquent avec plus de force l'obligation stricte de l'État requis d'opérer la signification ou la communication, même par la voie de *contrainte* (par exemple par exploit d'huissier), conformément à sa législation *intérieure*, si l'État co-contractant exprime le désir de voir employer une voie de contrainte, fournissant d'ailleurs des traductions d'authenticité garantie, dans les conditions déterminées, pour le cas où les actes à communiquer ne seraient pas rédigés, soit dans la langue de l'État requis, soit dans la langue convenue avec lui ; l'État requis sera même obligé de notifier ou de signifier dans une forme spéciale demandée, par exemple à la personne du destinataire, si cette forme n'est pas contraire à sa législation (4).

L'État requis, ou ses agents, ne peuvent donc plus se borner à renvoyer l'acte en disant qu'ils n'ont pu trouver le destinataire ou que celui-ci n'a

(1) *Discussion*, 1904, p. 70.

(2) *Actes 1904* : Rapport pp. 86, 67.

(3) *Ibid.*, pp. 85, 147, 148.

(4) *Ibid.*, pp. 67, 87, 145, 148.

pas voulu recevoir la communication : il leur faut accomplir les formalités d'après leur loi locale (*lex loci*), ou d'après la forme, même spéciale, sollicitée, fût-elle *étrangère*, mais *non contraire* à leur loi, pour que le destinataire reçoive ou soit *légalement présumé* avoir **REÇU** la notification, la signification. Aussi, l'article 5 impose-t-il à l'État requis de fournir à l'État requérant la preuve, *par les modes déterminés*, que la notification, la signification, a été effectuée *dans les formes voulues*. Ces modes de preuve ont aussi pour objet de garantir la réalité légale de la signification, tant dans l'intérêt du destinataire que dans l'intérêt de celui qui lui fait faire la communication : ils diminuent la fiction, la présomption de *la remise*, au profit de la réalité, de la vérité ; c'est là un notable progrès de l'équité dans les relations d'affaires et dans les rapports internationaux.

VIII

L'ARTICLE 4.

L'État requis ne peut refuser la communication sollicitée soit de son gouvernement, soit des agents commis pour recevoir la demande des consuls, que s'il la juge de nature à porter « *atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité* ».

Naturellement, il en est seul juge.

Mais la Conférence, auteur du Traité, a tenu à *préciser limitativement* les deux cas : elle a écarté un amendement italien tendant à ajouter : « *atteinte... ou à d'autres intérêts sociaux essentiels du pays* ». Certes, c'était encore marquer que le refus est soumis à une condition étroite et rigoureuse ; malgré cela, la Conférence a rejeté l'amendement, pour prévenir autant que possible le danger de refus arbitraires ; elle s'est prononcée dans ce sens en 1904, en 1894, en 1893 ; déjà la Convention de 1896 limitait la faculté de refus aux seuls cas d'atteinte à la *souveraineté* ou à la *sécurité*.

Un rapport du baron de Seckendorf, délégué de l'Empire Allemand, résumait, en 1893, comme il suit, les considérations pour lesquelles la Conférence a tenu à cette rigoureuse limitation et en précisait le sens : « Au point de vue interne, « l'ordre public » comprend l'ensemble des » dispositions légales auxquelles il n'est pas permis aux citoyens de » déroger par des conventions particulières. Dans cet ensemble, se clas- » sent à part les dispositions que le législateur lui-même ne pourrait » modifier sans changer, ébranler ou détruire l'ordre social ou constitu- » tionnel de son pays. Ce sont ces dernières lois qui, seules, sont d'ordre » public, au point de vue international. Contre elles, les lois étrangères » ne peuvent jamais prévaloir. Celles-ci, au contraire, peuvent primer les » autres parce qu'on conçoit parfaitement que l'État territorial lui-même » pourrait faire entrer ces dispositions, édictées en pays étranger, dans sa » propre législation, sans bouleverser les principes sociaux ou constitution- » nels, qui lui servent d'assise et de fondement.

« Cette explication fait apparaître que l'ordre public comprend des » choses bien diverses, dont une partie seule importe en droit internatio- » nal. Elle marque aussi que la distinction entre l'ordre public interne et

» l'ordre public externe peut donner lieu, *dans chaque matière juridique*
 » *spéciale*, à des incertitudes et à des appréciations arbitraires. De là, l'uti-
 » *lité majeure, pour la sécurité des intérêts particuliers*, d'arriver à une *spé-*
 » *cialisation* et à une unification de ce qui est d'ordre public au regard des
 » lois étrangères. On peut dire que le principe de la *personnalité* du Droit
 » ne produira d'effets pratiques que dans la mesure où cette *précision* et
 » cette *délimitation pourraient se faire* EN CHAQUE MATIÈRE. C'est sous l'inspi-
 » ration de cette idée que la Conférence a voté l'article 2 des dispositions
 » concernant le mariage (n° I du protocole final) ». (1)

On avait donné comme exemple la signification d'actes contenant des excitations au désordre (2) immoraux.

IX

A. L'ARTICLE 6 stipule que les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas à la faculté de recourir à des modes qu'elles énumèrent; ces modes sont distincts de ceux prévus à l'article 1^{er}, savoir :

1^o du recours à l'intermédiaire des consuls, qui sera de droit, sauf à l'égard des États ayant déclaré qu'ils entendent que la demande de communication leur sera adressée par la voie diplomatique;

2^o de la communication directe entre les *autorités respectives* des États, suivant des conventions particulières.

Les modes visés par ledit article 6 sont :

1^o La faculté de l'envoi, par la *poste*, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger;

2^o La faculté pour les INTÉRESSÉS DE FAIRE FAIRE DES SIGNIFICATIONS DIRECTEMENT par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents *du pays de destination*;

3^o La faculté, pour chaque État, de faire faire directement, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées aux personnes se trouvant à l'étranger.

Mais, dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe, d'après les termes de l'article, alinéa final, que si des conventions intervenues entre les États intéressés l'admettent ou si, à défaut de conventions, l'*État*, sur le territoire duquel la signification doit être faite, *ne s'y oppose pas*. Il ne peut s'y opposer lorsque, dans le cas de significations à faire directement par les soins des agents diplomatiques et consulaires, l'acte doit être signifié *sans contrainte* à un ressortissant de l'État réquerant.

Rappelons 1^o) que par les mots *sans contrainte* on entend, à la Conférence, la remise « amiable » au destinataire, qui l'accepte et en donne récépissé. Ce récépissé dûment légalisé est renvoyé au consul ou, par la voie diplomatique, à l'État requérant; 2^o) que, pour qu'un État puisse être considéré comme s'opposant, il faut *qu'il le fasse connaître*, ne fût-ce que par une note diplomatique.

(1) Actes de la Conférence, 1893 (procès-verbal n° 7), p. 67; — 1894, pp. 45, 52; — 1904, p. 88.

(2) Actes de 1894, pp. 51, 52, 45.

Cet article 6 est une édition augmentée de l'article 4 de la Convention de 1896 ; entre plusieurs différences, signalons qu'il ne faut pas, à défaut de Convention particulière admettant l'exercice de l'une des facultés visées, rechercher si l'un des trois modes énumérés est admis par la loi du pays où la signification doit se faire : c'est à cet État à *s'opposer*, à *déclarer* qu'il s'oppose à l'emploi de tel mode (1).

B. — Rappelons encore que, lorsqu'il s'agit de la transmission, à l'étranger, d'exploits, de citations, d'ajournements, d'assignations ou d'actes qui, comme les oppositions ou les appels, supposent une assignation, ces exploits doivent réunir les conditions *intrinsèques* exigées par la loi du juge, *lex fori*, de l'État duquel émane l'exploit ; il ne s'agit pas, en cela, de sa transmission, mais des conditions de la validité intrinsèque de l'acte. Il est de principe que c'est d'après la loi de laquelle il tient son pouvoir, une délégation en quelque sorte de la souveraineté nationale, que le juge vérifie s'il est légalement saisi, et si la partie prétendument assignée ou citée peut être tenue pour l'être réellement, être réellement appelée à se défendre, à éclairer le juge : ce sont là des conditions naturelles de l'exercice éclairé du pouvoir judiciaire, et ces conditions sont régies par la loi qui attribue ce pouvoir ; d'où suit que ces exploits de citation, d'ajournement, d'assignation doivent, indépendamment de la communication, de la transmission, être dressés par des officiers ministériels du pays du juge, seuls commis par sa loi. Les intéressés ne pourraient donc *faire faire directement*, par exploit du ministère d'un huissier étranger, une assignation, devant un tribunal belge, d'une personne se trouvant à l'étranger, et l'huissier belge achèvera son acte par la mention du mode de signification à l'étranger (2).

C. — Cela rappelé, quelle est la portée véritable des conventions de 1896 et de 1903, *spécialement de celle-ci, qui abrogera l'autre*, en ce qui concerne le légitime emploi des modes de signification prévus par la loi nationale, la loi *intérieure*, de chacun des États contractants ?

Ces modes sont-ils supprimés de droit, comme si le Traité, ayant force de loi dans chaque État, et y abrogeant les lois contraires, venait *in specie* y abroger les dispositions légales de procédure concernant les significations, pour n'admettre que les modes prévus par les stipulations du nouveau traité ?

La question se précise à l'égard notamment de la Belgique, de la France, de la Suisse et des Pays-Bas.

En effet, la Belgique a, en matière civile et commerciale, une loi intérieure générale réglant les actes d'assignation à l'étranger, et la jurispru-

(1) Actes de 1904, p. 68.

(2) *Pand. belges*, v° *Exploit* (in fine). Droit international.

ASSER et RIVIER. *Éléments de Droit International privé*, n° 72, p. 160, n° 73, p. 161, n° 74, p. 165.

WEISS. *Traité élémentaire de Droit International privé*, 2^me édition, chap. II, pp. 803 et suiv. Ces auteurs invoquent BAR et FOELIX et la résolution de l'Institut de Droit International privé. Zurich, 1877.

dence semble admettre que cette loi s'applique aux autres significations : ce sont l'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814 et la loi du 26 mars 1833; d'après la première, l'huissier affiche une copie de son exploit à la porte de la Cour ou du Tribunal et adresse à l'assigné une autre copie par la poste qu'il en charge; il acte cela dans son exploit; d'après la seconde loi, lorsque le directeur de la poste déclare qu'il se trouve dans l'impossibilité de se charger de cette copie, l'huissier acte cette déclaration et adresse copie de son acte entier, sous enveloppe chargée, au Ministre des Affaires Étrangères, ce que, naturellement, il acte également.

Ces lois ont abrogé plusieurs dispositions de l'article 69 du Code de procédure civile... La signification est, d'après la jurisprudence, accomplie et le destinataire est légalement présumé avoir reçu la copie : les délais courent, à partir de ce moment, abstraction faite de la date et même de la réalité de la *remise* au destinataire (1). Il en est de même lorsque, en France, aux Pays Bas, où le Code de procédure civile est demeuré en vigueur, l'huissier signifie au Parquet la copie destinée à une personne se trouvant à l'étranger.

La transmission et la remise à faire au destinataire de la copie de la signification, *déjà faite*, devenaient une *obligation* du Ministre des Affaires Étrangères, du Parquet, du directeur de la poste, sans que des Traités entre États réglassent la transmission, la remise, comme une obligation stricte entre eux; mais la signification est légalement présumée faite par les formalités accomplies dans les États où, soit la poste, soit le Ministre, soit le Parquet, avait reçu la copie, et cette signification-là produit ses effets, d'après la loi de ces pays.

Indépendamment de la Convention de 1896, conclue entre elle et les quatorze États intervenus dans le présent Traité, la Belgique a une Convention spéciale avec la France : la déclaration échangée le 16 novembre 1900 entre les Gouvernements et modifiée en 1902. Aux termes de cette déclaration, la *transmission* des actes judiciaires et extrajudiciaires est réglée de la manière suivante : le *Gouvernement* adresse, en double exemplaire, à son agent diplomatique ou consulaire placé le plus près du Procureur chargé de les remettre aux destinataires, les actes judiciaires ou extrajudiciaires *DRESSÉS* en Belgique (ou réciproquement en France) et *destinés* à des personnes domiciliées en France (ou en Belgique). Ce magistrat renverra à l'agent diplomatique ou consulaire les doubles, accompagnés des récépissés légalisés, ou des certificats faisant preuve de la signification, *dans la mesure où celle-ci aura pu être faite*.

Cette déclaration a été remplacée le 17 octobre 1902 par une déclaration, qui abroge le précédent accord entre les deux Gouvernements et qui porte :
 « Dans tous les autres cas, les actes judiciaires ou extrajudiciaires *DRESSÉS en*
 » *Belgique*, en matière civile ou commerciale, par les officiers compétents,
 » seront, par les dits officiers, *adressés* aux destinataires directement et
 » sous pli recommandé, *conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du*
 » *1^{er} avril 1814.* »

(1) BELTJENS, nouvelle édition. Proc. civ. sur l'article 69, nos 100 et suiv.

Il existe entre la Confédération Helvétique et la Belgique un arrangement conclu sur la base de la transmission directe entre les autorités judiciaires des deux pays.

Il a été observé, notamment dans les délibérations de la Conférence diplomatique, que les modes établis notamment par le Code de procédure civile ne sauvegardent pas suffisamment l'équité, les droits du destinataire, qui peut se trouver assigné, mis en demeure, sans avoir reçu à temps, sans avoir reçu aucunement, la copie lui destinée. On a prôné le système allemand, dans lequel la signification n'est *faite* que par la remise ou par l'accomplissement, sur place, des formalités qui font légitimement et rationnellement présumer la remise réelle. Quoi qu'il en soit du mérite de ces observations et du mérite des deux systèmes, c'est déjà un progrès considérable que *d'obliger* l'État où se trouve le destinataire de lui remettre réellement, de lui signifier *légalement* la copie et de fournir la preuve déterminée de l'accomplissement de cette obligation. Les délégués des quinze États représentés à La Haye ont, d'ailleurs, inséré au Protocole l'expression solennelle du vœu commun que la législation intérieure de chaque État soit révisée de manière à répondre plus complètement aux sollicitations de l'équité. C'est là l'œuvre de la Conférence ; et il a été constaté qu'elle peut à bon droit escompter la *pénétrante* influence du droit conventionnel sur le droit intérieur. Personne d'ailleurs ne peut méconnaître que, eu égard à la facilité et à la rapidité des moyens de communication, aux moyens d'investigation mis en usage dans l'Europe entière, à la solidarité des intérêts, au sentiment plus profond des devoirs entre les agents des Gouvernements, sans distinction de nationalité, la communication contractuellement et solennellement promise ne soit de mieux en mieux effectuée.

D. — Mais la Convention nouvelle de 1903, et même celle de 1896, modifient-elles la législation *intérieure* propre des États contractants, en ce qui concerne les conditions, la validité intrinsèque et les effets des exploits ou la signification des actes dressés par les officiers ministériels ou les fonctionnaires respectifs de ces États, conformément à cette législation ?

On avait prétendu que la Convention de 1896 abrogeait, dans chacun des États, sa législation intérieure, la remplaçait, au lieu de s'y ajouter, comme une garantie nouvelle.

La question était, elle est encore d'une grande importance pratique, quant à la validité et à l'effet des exploits faits depuis 1899, date de l'approbation et de la mise en vigueur de la Convention de 1896, assignations, actes d'appel, oppositions et autres actes.

Ce n'est pas une question de principe qu'il faut résoudre : celle de savoir si un traité approuvé par la Législature a force de loi et abroge soit la disposition qu'il vise à cet effet, soit celle qui est inconciliable avec ses stipulations. Cette question a été examinée par la Doctrine, par la Jurisprudence, par les Chambres belges, comme par les parlements de France et des Pays-Bas, notamment en 1904, lors de l'approbation des Conventions concernant le mariage, le divorce, la séparation de corps et la tutelle (1).

(1) Voir le rapport de la Commission spéciale, *partie finale*, Docum. Chambre, 1903.

La Cour de cassation de Belgique s'est prononcée, notamment dans l'arrêt déjà cité de 1903, tout au moins d'une manière implicite.

Il s'agit de savoir si *in specie* la Convention de 1903 a pareille portée. Or, il est certain qu'elle ne l'a point, et qu'elle ne touche pas aux législations intérieures.

On peut en dire autant de la Convention de 1896.

La Cour de cassation de France a jugé, dans ce sens, que « si la Convention internationale de La Haye du 14 novembre de 1896, en confirmant cette procédure (celle du Code), a ajouté deux innovations de procédure civile destinées à constater la réalité de la signification des actes qu'elle vise, ces formalités nouvelles ne sont pas prescrites à peine de nullité ». Elle s'est basée sur les documents interprétatifs de la Convention, c'est-à-dire sur les actes de la Conférence, comme sur les actes législatifs concernant l'approbation de la Convention, pour constater que celle-ci respecte la législation nationale intérieure (1).

M. Asser, conseiller d'État, Ministre d'État des Pays-Bas, Président de la Conférence de La Haye depuis 1893, a expliqué la pensée de la Conférence en ce qui concerne le traité de 1896 et l'a fait, d'accord avec la Conférence même, dans la session de 1900.

Il invoquait d'ailleurs les discussions et les délibérations de la Conférence en 1893 et en 1894 (2).

M. Asser dit notamment : « Par cette partie de la Convention les États contractants s'ENGAGENT A FAIRE opérer la signification des actes COMMUNIQUÉS à cet effet... Ce qui jusqu'à présent s'était fait, dans la plupart des cas, comme un acte de *courtoisie internationale*, se fait, depuis le 25 mai 1899, entre les parties contractantes, en vertu d'une obligation formelle.

» La Convention n'a nullement pour objet de régler le mode de signification qui devra être appliqué dans chacun des États. Elle laisse, à cet égard, la liberté la plus complète aux législateurs nationaux. Seulement, pour le cas où le mode de signification d'actes à des personnes qui se trouvent dans un État étranger rend nécessaire l'intervention des autorités de cet État, cette intervention sera accordée dans certaines conditions fixées par le Traité. »

L'éminent Président de la Conférence rappelle que, lors de l'approbation de la Convention par les États-Généraux de la Néerlande, le Ministre de la Justice a constaté que la Convention n'abroge pas les dispositions des

1904, p. 408, et les autorités et les précédents législatifs étrangers y cités. — Voir Sénat, discours de M. le Ministre de la Justice, du Ministre des Affaires Étrangères, de M. Wicner. *Annales parlementaires*, 1903-1904, p. 557 et suivantes.

(1) *Pas. belge*, 1906, 4^{me} partie, p. 14.

(2) Voir Asser : de la Codification de La Haye, du 14 novembre 1896, relative à la Procédure civile, 1901, p. 133 et suiv. Voir les procès-verbaux y reproduits, pp. 91, 92.

(3) Voir Asser, *La codification de La Haye du 14 novembre 1896, relative à la procédure civile*, 1901, p. 153 et suiv. Voir les procès-verbaux y reproduits, pp. 91-92.

Codes nationaux, concernant la signification d'exploits, que par conséquent l'art. 4, 8°, du Code de proc. civ. néerlandaise demeure en vigueur. La première partie de la Convention (communication d'actes judiciaires et extra-judiciaires) ne règle que les *rapports entre États*. Elle garantit la communication effective des actes aux destinataires : *la loi nationale de chaque État reste seule compétente pour décider si cette communication est nécessaire pour la validité de la signification*. La Chambre, satisfaite par cette interprétation du Traité, a voté l'approbation.

Il dit encore, au sujet des termes... « *les significations se feront* » : « La » disposition est impérative», mais elle ne statue rien à l'égard de la forme » dans laquelle la signification doit avoir été faite pour être valable d'après » la *Loi du pays*; elle ne contient que l'obligation mutuelle des États de se » prêter leur concours pour la communication des actes qui ont été remis à » cet effet ».

Il fait observer que l'argument *a contrario* qu'on essayerait de tirer de l'énumération, par l'article 4, de trois modes indiqués, serait sans valeur, puisque l'article ne vise que les modes de signification qui exigent, soit l'intervention d'agents ou d'autorités du pays de destination (la poste, les officiers ministériels, etc.), soit le consentement de l'État du destinataire (signification par les agents diplomatiques ou consulaires résidant dans cet État). L'art. 4 ne vise nullement les exploits signifiés dans l'État requérant au Parquet du Ministère public ou à une autre autorité quelconque.

M. Asser constate qu'aux Parlements de Belgique, de France et de Suisse, les seuls où l'on se soit expliqué, la Convention de 1896 a été interprétée dans le même sens, en termes formels (1).

On en conclura que, quant à la Convention de 1896, le Président de la Conférence a fidèlement exprimé la pensée de celle-ci, d'accord avec les Parlements qui se sont expliqués à ce sujet, et que la Cour de cassation de France, à son tour, en a consacré la légitime interprétation.

La question n'est pas douteuse au point de vue *de lege ferendâ*, du sentiment de la Conférence réunie en 1904 et, conséquemment, du Traité de 1905, reproduction pure et simple des résolutions de la Conférence, de son protocole final.

Le rapporteur, M. Renault, et tous ceux qui ont traité la question, se sont catégoriquement expliqués dans le sens de l'interprétation donnée par le Président, M. Asser; ils ont confirmé « que les législations intérieures demeurent intactes, sont pleinement réservées en ce qui touche le mode de signification à employer pour les personnes se trouvant à l'étranger et les effets de ce mode de signification » ; — « qu'on sortirait du cadre de la Con-

(1) En 1900, dans une réunion plénière de la Conférence, il a fait une déclaration interprétative, dans l'intention exprimée d'amener des rectifications, s'il y avait lieu; il constate que son interprétation n'a été contestée par personne; or, elle confirme formellement celle qui vient d'être signalée.

Actes de la Conférence de 1900, p. 78.

vention en édictant purement et simplement une règle qui se substituerait à une disposition du droit interne » — ; « que la nouvelle convention, aussi bien que celle de 1896, laisse absolument intactes les législations intérieures et n'oblige nullement les particuliers à se servir des modes de significations indiqués dans la Convention ». C'est dans ce sentiment que la Conférence a rejeté des amendements tendant à ce que les effets de la signification se produisissent à partir de la remise réelle (ou tenue pour telle) à l'étranger (1).

Aussi a-t-elle clos ses délibérations en votant, à l'unanimité : 1^o) en commission et, dans une réunion plénière en première lecture, un vœu, à savoir « qu'il est à désirer que, par suite d'une réforme de la législation intérieure ou en vertu d'une stipulation conventionnelle, les significations à des personnes se trouvant dans un autre État contractant ne puissent se faire que par un des modes indiqués dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 du projet de Convention ; 2^o) en seconde lecture, dans une autre réunion plénière, un même vœu, dans sa rédaction modifiée. Pour bien marquer que, les modes déterminés par les lois nationales étant pleinement réservés et maintenus, il appartient à la législation intérieure ou à une stipulation conventionnelle ultérieure de disposer à leur égard, elle a fait ajouter au protocole final le texte suivant : « Il est à désirer, que par suite d'une réforme de la législation intérieure ou en vertu d'une stipulation conventionnelle, des significations à des personnes se trouvant dans un autre État contractant ne puissent se faire que par les modes indiqués dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 du projet de Convention (2). »

VIII ou IX)

L'article 7, qui concerne les frais de la communication à l'étranger, est le résultat d'une transaction. Les significations se feront gratuitement en tant que l'intervention d'un officier ministériel, ou l'emploi d'une forme spéciale, ne serait pas nécessaire en vertu de l'article 3 ; donc gratuité, à l'égard de l'État qui a transmis et de ceux qui en ont provoqué la transmission, en cas de remise amiable ; et celle-ci doit toujours être tentée, sauf demande contraire de l'autorité requérante ; remboursement des frais occasionnés par l'intervention demandée d'un officier ministériel ou par l'emploi demandé d'une forme spéciale dans les cas de l'article 3 ; le tout, sauf convention contraire entre deux ou plusieurs États.

Il a été entendu que les frais concernant les traductions d'actes à communiquer sont à la charge de l'État requérant (3).

(1) Le délégué belge avait appuyé ces amendements, en égard à la Jurisprudence. Voir, quant à celle-ci : BELTJENS. Nouvelle édition sur article 69 (Code proc.), nos 100 à 105.

(2) Voir *Actes de 1904*, pp. 78, 79, 80, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 145, 146, 147, 154, 175, 198, 204, 223. Mais, comme l'ont dit MM. Asser et Renault, il en ressort nettement le désir que (dans la révision des législations intérieures) il soit tenu compte de la remise de la signification *dans l'État requis* et non pas seulement dans l'État requérant.

(3) *Actes de 1904*, pp. 69 et 89.

X.

CHAPITRE II.

ARTICLES 8 A 16, S'OCCUPANT DES COMMISSIONS ROGATOIRES.

Le texte et l'Exposé des Motifs permettent de se rendre compte de la portée de ces stipulations; elles diffèrent peu d'ailleurs de celles de la Convention de 1896. D'ailleurs, la plupart des questions de principe ont été examinées dans le chapitre I^{er}.

Il n'a pas paru nécessaire de définir les mots employés traditionnellement en cette matière : « soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires. »

Il s'agit le plus ordinairement d'audition de témoins, de prestation de serment, d'expertise, de descente sur les lieux, de l'examen des livres d'un commerçant. Cela ne comprend pas les significations d'actes judiciaires qu'il y aurait lieu de faire à l'étranger, puisqu'elles sont réglées par les articles 1 et suivants (1).

L'adoption de l'article 15, qui constitue l'une des deux innovations au régime en vigueur, aurait soulevé de la part de la Belgique de très sérieuses objections, déduites de ce que, d'après notre Constitution, article 30, le pouvoir judiciaire est exercé par les Cours et Tribunaux, et de ce que, conséquemment, nous ne pourrions, semble-t-il, admettre qu'un État étranger charge d'une commission rogatoire en Belgique, non pas nos magistrats, mais ses consuls. Or, l'article porte qu'il n'en sera ainsi que si l'État sur le territoire duquel la commission serait exécutée par des consuls ne déclare pas s'y opposer. Le Gouvernement belge n'aurait donc qu'à faire éventuellement cette déclaration.

La Convention nouvelle rend plus stricte, pour les États signataires, l'obligation d'exécuter les commissions rogatoires qui leur sont adressées par un co-contractant; elle concourt ainsi à mieux assurer l'administration de la justice dans tous les États contractants.

XI

CHAPITRE III.

Les articles 17 à 19 concernent la dispense, on pourrait dire la suppression de la caution judicatum solvi.

A. — Ces stipulations n'ont guère été discutées dans les réunions de la Conférence; elles ont été commentées et justifiées dans le rapport de M. Renault et dans l'Exposé des motifs du projet de loi portant approbation.

Les Belges obtiennent d'être admis, soit comme demandeurs, soit comme intervenants, devant les tribunaux des États contractants, à l'égal de leurs nationaux, sans qu'aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que

(1) Rapport de M. RENAULT, Actes de 1904, p. 92.

ce soit, puisse leur être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans l'État où ils agiront comme demandeurs ou comme intervenants. Mais cette dispense est, sauf convention particulière entre deux ou plusieurs des États présentement contractants, subordonnée à la condition que le demandeur ou l'intervenant soit domicilié dans un de ces États contractants; c'est là une modification à la Convention de 1896; il convient d'en donner la justification.

Elle a, comme le rappelle le rapport de M. Renault (1), été faite à la demande du Conseil fédéral suisse; elle est raisonnable en elle-même et se lie aux facilités d'exécution qui sont accordées, en ce qui concerne la condamnation aux dépens, par les articles suivants.

Le défendeur (qui obtient cette condamnation à charge d'un demandeur ou d'un intervenant déclaré non recevable ou non fondé) doit avoir des chances de trouver, dans un État *co-contractant*, des biens sur lesquels il puisse essayer de se faire payer.

Cela veut dire que la dispense de caution et de garanties, accordée si généreusement par le Traité, entre les contractants, doit avoir, en compensation, les facilités et garanties correspondantes de recouvrement des dépens et frais, telles que les organise ce traité pour le territoire et les juridictions des mêmes contractants.

Mais, à la demande de l'Italie, on a inséré que « les conventions par lesquelles des États contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la *caution judicatum solvi* même sans condition de domicile, CONTINUERONT à s'appliquer ». Il s'agit donc des conventions même antérieures, comme des conventions postérieures au présent Traité.

B. — Les Belges qui jouissent de la dispense de la caution, du dépôt ou d'autres garanties, auront aussi de très grandes facilités pour l'exécution de la condamnation aux frais et dépens prononcée contre leur adversaire; en outre, ils obtiennent que cette condamnation sera *gratuitement* rendue exécutoire par l'autorité compétente dans chacun des États contractants, et ce sur une demande faite par la voie diplomatique, sauf aux États à convenir, par arrangements particuliers, que cette demande d'exequatur pourra aussi être faite par la partie intéressée. Mais, comme nous le verrons, la partie condamnée aux dépens et frais a, dans le pays où le défendeur veut l'exécuter, un recours, un droit d'opposition et d'appel. La pensée fondamentale de ce système émane de l'éminent Président de la Conférence. La *caution judicatum solvi* ne s'explique pas, du moins principalement, par une défaveur à l'égard des étrangers. On doit en convenir, il y a une différence de fait entre eux et les nationaux. Ceux-ci sont le plus souvent domiciliés dans leur patrie; ils y ont des biens exposés à une exécution en cas de condamnation obtenue. Les étrangers, au contraire, auront souvent leurs biens hors du pays où ils plaident, et l'exé-

(1) *Acte de 1904*, p. 96.

cution de la sentence sera difficile non seulement en fait, à cause de l'éloignement, mais en droit, à raison de ce que la sentence obtenue n'aura pas l'autorité de la chose jugée là où elle devra être exécutée.

De là, les stipulations accordant de grandes facilités pour l'exécution, pour l'*exequatur*.

La gratuité a été ajoutée, sur la proposition des représentants de l'Empire allemand. Elle se justifie par cette double considération : c'est pour faciliter les relations, les affaires et l'administration de la justice, intérêts généraux, publics, qu'on a supprimé la garantie de la caution; et, trop souvent, pour obtenir, dans le pays de la partie condamnée, le recouvrement de sommes minimales, le défendeur qui a obtenu cette condamnation doit recourir à un avocat (1).

Remarquons que cette gratuité ne concerne que l'obtention de l'*exequatur*. « Les frais nécessaires pour que le titre produise ses effets sont à la charge de celui qui exécute. » (2)

« Bien entendu aussi, lit-on dans l'Exposé des motifs, la dépense nécessaire pour que le titre produise ses effets demeure aux risques de la partie qui exécute. »

La partie condamnée, contre qui l'on entreprend d'exécuter, a recours, conformément aux lois du pays où ce recours s'exerce; ce recours demeure donc, quant aux frais et dépens, soumis à ces lois; la Convention ne stipule pas de dérogation.

C. — La demande d'*exequatur* se fait par la voie diplomatique, d'État à État, à raison de son importance.

Mais, comme on l'a fait observer à la Conférence, la partie intéressée peut « juger cette voie un peu lente »; c'est pourquoi les États pourraient s'entendre pour permettre que la demande d'*exequatur* fût aussi faite directement par celui qui a obtenu la condamnation aux frais et dépens.

D. — Les stipulations du Traité ne s'appliquent pas seulement aux décisions premières portant condamnation aux frais et dépens, mais encore à celles par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement. (Article 18, alinéa 2.)

Cette disposition était nécessaire à cause de la pratique, usitée dans divers pays, de disjoindre le jugement sur le litige et l'attribution des frais d'avec le jugement ultérieur fixant le montant. Il a été entendu que les stipulations du traité s'appliqueront alors même que les frais seraient exigibles non par le défendeur, mais par le fisc, comme c'est le cas dans plusieurs pays, et surtout en Allemagne. « Dans ce pays, les droits ne sont pas perçus à propos de chaque acte du procès; une somme est, à titre de frais judiciaires, mise à la charge de celui qui perd son procès; pour garantir, dans une certaine mesure, le paiement de cette somme, un versement est exigé du demandeur; le versement est sensiblement inférieur aux frais réellement dus; d'après la loi allemande, le versement exigé des *étrangers* est triple de celui exigé des nationaux ».

(1) Actes de 1904.

(2) Ibidem, p. 96.

La dispense de ce versement était dans l'esprit de la Convention de 1896; la jurisprudence s'est prononcée dans ce sens; le nouveau traité y est conforme. Dès lors, il est de toute justice que le fisc ait *les garanties accordées au défendeur pour le recouvrement des frais mis à la charge du demandeur qui succombe*; le fisc, comme le défendeur, ne doit *pas souffrir de l'avantage fait au demandeur* (1).

E. — L'obtention de l'exequatur est fort facilitée et sera rapide. Mais il importe de signaler cette déclaration consignée dans le Rapport fait à la Conférence. « Les difficultés qui se présentent ordinairement pour l'exécution des jugements étrangers, même entre pays liés par une convention, ont trait à la compétence du tribunal dont on veut exécuter la décision, et aussi à l'ordre public. Elles sont écartées ici, puisque, d'une part, c'est la personne contre laquelle on veut exécuter qui avait saisi le tribunal étranger, et que, d'autre part, IL S'AGIT UNIQUEMENT DES FRAIS, *la question principale restant absolument EN DEHORS.* » C'est parce qu'il ne s'agit que des frais, et que ces frais s'élèveront bien rarement à *plus de deux mille cinq cents francs*, taux d'appel en Belgique, que, d'après les lois belges, le recours d'appel n'existerait pas, en fait, et que le Gouvernement a proposé l'article 2 du projet de loi d'approbation. M. Pierantoni a, d'ailleurs, constaté, au cours des délibérations de la Conférence, « que l'objet du procès n'est pas compris dans cette procédure d'exequatur ». (2)

L'Exposé des motifs de notre projet de loi d'approbation confirme ces explications (page 9).

La partie intéressée obtiendra donc facilement, promptement et gratuitement un titre-exécutoire, mais ce titre « n'est pas irréfragable » (3).

F. — Quant à la procédure pour l'obtention de l'exequatur, aux formalités à accomplir, aux justifications et documents à produire, on peut, en présence de l'Exposé des motifs et du texte, se borner à constater ce qui suit :

1° La Convention laisse intactes les législations nationales intérieures concernant les autorités compétentes pour accorder ou refuser l'exequatur (art. 18 et 19);

2° L'article 19, alinéa 2, détermine les trois points auxquels se bornera l'examen de l'autorité chargée de statuer sur la demande d'exequatur.

Au sujet du premier point « si, D'APRÈS LA LOI DU PAYS OÙ LA CONDAMNATION A ÉTÉ PRONONCÉE, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité », il y aura d'autant moins de difficultés qu'en règle générale la demande d'exequatur est faite par la voie diplomatique, et que, d'après l'article 19, alinéa 3, il suffira d'une déclaration, d'un certificat de l'autorité compétente de l'État requérant.

Mais quant au second point, « si, d'après la même loi, la décision est passée en *force de chose jugée* », il importe de préciser davantage.

(1) Actes, pp. 95 et 97.

(2) Voir l'Exposé des motifs et le Rapport fait à la Conférence. Actes de 1904, pp. 95 et 97.

(3) Actes de 1904, p. 76.

Il s'agit de « *la force de chose jugée* », et ce au regard de *lois étrangères* à l'autorité, à la juridiction, qui statue sur la demande d'exequatur ; or, il est souvent malaisé de résoudre cette question.

On a, conséquemment, stipulé « qu'il suffira » d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée », conformément aux lois du juge qui l'a rendue. Quant à cette « *compétence* » spéciale, elle « sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la Justice dans l'Etat requérant. Cette stipulation s'inspire d'une pratique suivie dans le domaine international.

Comme le constate l'Exposé des motifs, « il est permis de croire qu'un semblable instrument de preuve, délivré et transmis par la voie diplomatique, offrira toutes les garanties d'authenticité et suffira aux juges pour se prononcer ; mais *« la Convention ne leur interdit point de s'éclairer davantage »*. En effet, aux termes formels du Rapport fait à la Conférence, l'intéressé « sera admis à faire cette preuve (la preuve que la décision n'a pas acquis autorité de chose jugée), même à l'encontre d'un certificat produit conformément au dernier alinéa de l'article 19 ». Il résultera donc de la déclaration une présomption *juris tantum* (1).

Ensuite, « cette disposition est, en ce qui concerne la délivrance de la déclaration, d'application facultative : « il suffira ». On lit dans le Rapport si souvent cité : « Cette proposition, dont on voit l'intérêt pratique, s'est heurtée à des objections de principe de plusieurs délégués qui ont affirmé qu'il n'y avait, dans leur pays, aucune autorité compétente pour délivrer un pareil certificat. Après discussion, on est arrivé à une entente formulée dans l'article 19, alinéa 2 du projet, et qui peut se résumer ainsi : « *Chaque pays fera comme il l'entendra ou comme le lui permettra sa législation* ; il accompagnera donc ou il n'accompagnera pas la décision d'une déclaration relative à la passation de la décision en force de chose jugée. *Dans le cas où une semblable déclaration ne sera pas fournie, la question continuera à se présenter dans les termes où elle se présente aujourd'hui.* »

L'autorité, appelée à statuer sur la demande d'exequatur, aurait donc à apprécier. Au cours des délibérations, M. Renault a défendu l'article en montrant qu'il n'impose à aucun pays quelque chose de contraire à ses idées. En France, par exemple, dit le Rapporteur, il n'existe à présent aucune autorité pouvant donner le certificat dont il s'agit, et il y a lieu de le regretter, puisque les Français sont ainsi privés d'un moyen facile d'obtenir l'exequatur à l'étranger. Mais il n'y a pas de raison pour rejeter le certificat délivré par une autorité étrangère conformément à sa propre loi, d'autant plus que ce certificat ne fournira pas nécessairement contre lui une preuve irréfutable.

« En France, celui contre lequel on l'invoquera pourra prouver que la décision n'est point passée en force de chose jugée. C'est une réserve qui a

(1) Rapport : Actes de 1904, p. 97.

été faite surtout pour l'honneur des principes, parce qu'il n'est guère à supposer qu'un pareil certificat sera inexact. »

G. — Aux termes de l'article 19, « les décisions *relatives aux frais et dépens* seront déclarées *exécutoires sans entendre les parties*, mais *sauf recours ultérieur* de la partie condamnée conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie ». Il s'agit de la décision d'exequatur. L'intéressé pourra, dit M. Renault (2), s'opposer à cette exécution en prouvant, *par exemple*, que la décision n'a pas acquis force de chose jugée...

Vraisemblablement, ajoute-t-il, cette opposition sera très rare et l'intéressé acceptera la sentence d'exequatur une fois rendue, tandis que, s'il avait dû être cité, il aurait tenté de retarder le moment de la décision. « Le projet donne donc l'avantage de la célérité sans sacrifier les droits de l'individu. »

Quoique le recours soit ouvert conformément à la législation belge, si la sentence d'exequatur est rendue et qu'on veuille l'exécuter en Belgique, la Commission Permanente de Droit International privé et le Gouvernement ont estimé que le droit de défense ne serait pas suffisamment garanti, les droits de la partie condamnée suffisamment sauvegardés, si l'on n'élargissait pas pour elle, si l'on ne lui rendait pas plus favorables, les voies et les moyens de recours ouverts et donnés par la législation belge : c'est ce qu'on a voulu réaliser, en modifiant la loi belge par la présente loi d'approbation. On le peut évidemment, puisqu'on ne modifie pas les stipulations du traité, qui laissent les voies et moyens de recours sous l'empire souverain des lois intérieures respectives. Le Gouvernement propose donc de modifier l'article 16 de notre loi sur la compétence et le ressort, de telle manière que l'intéressé puisse toujours se pourvoir en appel. C'est l'objet de l'article 2 du projet de loi d'approbation conçu comme il suit : « Par dérogation à l'article 16 de la loi du 23 mars 1876, les jugements d'exequatur visés par l'article 19 de la Convention sont susceptibles d'appel, même quand la somme des frais et dépens est inférieure à 2,500 francs. »

Toutes les difficultés sont ainsi résolues, et il n'existe pas de raison pour ne pas approuver des stipulations qui réalisent un véritable progrès et ont, à ce titre, été acceptées par les quinze États de l'Europe continentale. On ne remarquera pas sans intérêt que le Protocole de La Haye a été signé sans observations par le délégué de l'Empire du Japon.

XII.

Les chapitres IV et V, concernant l'ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE et la CONTRAINTE PAR CORPS, ARTICLES 20 A 24, donnent lieu à peu d'observations ; elles se résument comme il suit.

A. — Aux termes de l'article 20, « les ressortissants de chacun des États contractants seront admis, dans les autres États contractants, au bénéfice de

(1) *Actes*, pp. 76, 98.

(2) *Ibid.*, p. 97.

l'assistance judiciaire gratuite, *comme les nationaux eux-mêmes*, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite es réclamée. »

Cette stipulation est commentée par M. Renault, dans son rapport, en ces termes : « Il a seulement été remarqué que l'article semble bien supposer qu'il y a partout l'assistance judiciaire gratuite, qu'il peut seulement y avoir des différences entre les législations quant aux conditions et aux effets ; tout ce que les sujets d'un Etat contractant peuvent réclamer dans l'autre, *c'est l'assimilation aux nationaux*. Evidemment, la situation est changée si, dans un Etat contractant ou dans une région d'un Etat contractant, l'assistance judiciaire n'existe pas du tout. Sans doute, on ne peut dire, quand elle est refusée à un étranger, qu'il y a là violation du traité, puisqu'elle est refusée aussi aux nationaux. Mais il y a là un manque de réciprocité difficilement acceptable. Les ressortissants du pays où existe une législation aussi en désaccord *avec les tendances générales* ont bien le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les autres pays contractants. Est-ce équitable ? Il faut espérer qu'ici encore l'Union internationale produira ses effets salutaires et que de telles anomalies ne tarderont pas à disparaître (1).

B. — Au sujet du certificat ou de la déclaration d'indigence, on s'est demandé si les autorités des Etats contractants avaient *le devoir* de délivrer de pareils certificats, ou s'il n'y avait pour elles qu'une faculté. La Commission estime qu'il n'y a aucune hésitation à avoir au sujet de l'existence d'une pareille *obligation*, comme cela résulte de l'article 16 de la Convention (de 1896), article 22 du projet, et des articles 20 et 21 (2).

C. — La pratique a fait apparaître certaines lacunes dans la Convention de 1896.

1° On n'avait pas stipulé au sujet du cas « qu'un sujet d'un Etat contractant, demandant le bénéfice du *Pro Deo* dans un autre Etat, résidât dans un pays non contractant où les autorités ne délivrent pas de certificats d'indigence ».

Dans ce cas, aux termes d'une stipulation nouvelle, « il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçue par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient » (article 21). L'Exposé des motifs signale cette innovation consacrée par le texte.

2° L'Exposé des motifs, au sujet de l'article 23, fait justement allusion aux rapports et déclarations faits à la Conférence. Les voici textuellement : « La commission, s'appropriant l'idée d'un amendement italien, introduit » dans le projet un article qui vise ce qu'on peut appeler les effets internationaux de l'assistance judiciaire gratuite. Le ressortissant d'un Etat contractant a obtenu, dans un autre Etat, le bénéfice de cette assistance. Il » peut se faire que, pour le même procès, il y ait à faire dans d'autres

(1) Actes de 1904, p. 99.

(2) Actes de 1904, p. 99.

» Etats contractants des significations d'actes judiciaires ou à y exécuter
 » des commissions rogatoires. Ces autres Etats ne doivent-ils pas participer
 » à l'assistance charitable? La Commission pense que cette participation doit
 » être admise. Cela a été reconnu même par les délégués qui avaient
 » repoussé le principe général de la gratuité (1). »

Dans la délibération des explications ont été échangées.

M. Rochussen dit « que la disposition désirée par le Ministre de la Justice des Pays-Bas comblera utilement une lacune qui a donné lieu à des difficultés dans la pratique ».

M. le Président fait remarquer « que la question présente non seulement
 » un côté international, mais aussi un côté national, en tant que la matière
 » concerne aussi la législation intérieure ».

M. Renault, rapporteur, dit « qu'en effet la question doit être envisagée à ce point de vue.

« L'article pourra être invoqué au profit de celui qui aurait obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire dans son propre pays (2). »

D'où l'article 23 : « Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé au ressortissant d'un des États contractants, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans un autre de ces États ne pourront donner lieu qu'au remboursement, par l'État requérant à l'État requis, des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale, en vertu de l'article 3 ».

« Dans le même cas, l'exécution de commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'État requérant à l'État requis des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais nécessités par l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2. »

XIII

La Convention de 1896 porte (article 17) : « La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des États contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. »

La délégation allemande a proposé une addition justifiée en ces termes : « On suppose qu'un pays contractant a encore la contrainte par corps en matière civile ou commerciale; elle est pratiquée dans les mêmes conditions de *droit* contre les étrangers et les nationaux; par suite, le principe de la Convention est respecté. Il peut se faire qu'il y ait un moyen de faire cesser l'effet de la contrainte, par exemple la mise en faillite. Ce moyen est en *droit* accessible aux étrangers et aux nationaux. Il en est autrement en *fait*. Les nationaux, qui ont ordinairement leur domicile dans le pays, peuvent y être déclarés en

(1) *Actes* de 1904, p. 99.

(2) *Actes* de 1904, p. 77.

faillite. Au contraire, les étrangers, qui ont pu se livrer à des opérations *dans le pays*, mais qui n'y ont pas leur domicile, ne peuvent pas y être mis en faillite. La déclaration, dont ils auraient été l'objet à l'étranger, spécialement dans leur patrie, ne sera pas efficace dans le pays où on veut pratiquer la contrainte par corps à leur égard. C'est pour corriger ce résultat certainement regrettable que la Commission, tout en reconnaissant qu'il y a là un *certain effet* donné à un jugement de faillite prononcé à l'étranger, propose de compléter l'article 17 de la Convention qui devient l'article 24. »

Le Protocole de la Conférence et la Convention consacrent en conséquence l'addition suivante : « Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de sa contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger. »

XIV

Les dispositions finales (chapitre VI) concernent les formalités de ratification et celles d'adhésion, la durée de la convention, la faculté de dénonciation, la computation des délais et d'autres objets d'ordre protocolaire. On peut se borner à signaler que la loi approbative du traité de reprise du Congo et la mise en vigueur de la « charte coloniale » donnent, pour la Belgique, plus d'intérêt à l'article 26.

D'après cet article, la présente Convention s'applique de *plein droit* aux territoires européens des Etats contractants. Mais « si un Etat contractant en *désire* la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les Etats qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification, et les territoires, possessions ou colonies situés hors de l'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires pour lesquelles la notification a été faite ».

On suppose donc que la Métropole *désire*.

Il peut ne pas être inutile de caractériser cette stipulation en reproduisant un passage du rapport du Comité de rédaction de la Conférence : « Les notifications ainsi communiquées par le Gouvernement néerlandais, chacun des autres Etats contractants *examinera s'il lui convient d'accepter cette extension* de la Convention. Le résultat de cet examen étant favorable, il n'aura qu'à répondre par une déclaration affirmative à la notification et sa réponse sera adressée au Gouvernement néerlandais. Le lien contractuel sera ainsi formé d'une manière très simple... Il importe de ne pas se méprendre sur les conséquences du système... L'Etat qui *voudra* étendre l'effet de la Convention à une de ses colonies, par exemple, adressera son offre à tous les Etats contractants; il ne pourra pas faire un triage entre ceux-ci, parce que autrement on ne serait plus dans l'ordre d'idées de la Convention même. Si l'on entend ne pas se lier avec tous les Etats contrac-

tants, on n'usera pas du *mécanisme* organisé par l'article 26; on *recourra aux conventions particulières.* »

« A l'inverse, les Etats, auxquels l'offre sera faite, devront l'accepter telle quelle, et pour tous leurs domaines déjà soumis à l'empire de la Convention, que ce soit à l'égard de tous les autres Etats ou seulement de certains d'entre eux. Ils ne pourront ni fractionner l'offre ni fractionner les conséquences de la déclaration. Autrement, il serait impossible de se retrouver dans le jeu de la Convention. »

Le Traité a été signé par tous les Etats de l'Europe continentale et ne peut qu'être favorable à leurs intérêts.

Votre Commission a approuvé le rapport et, à l'unanimité, vous propose, Messieurs, d'approuver la Convention.

Le Président-Rapporteur,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1909.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de Burgerlijke Rechtspleging (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CLEEMPUTTE.

MIJNE HEEREN,

I

Het Verdrag, dat naar luid van artikel 68 der Grondwet aan de goedkeuring der Belgische Kamers is onderworpen, strekt tot aanvulling en nadere verklaring van het Verdrag, gesloten te 's Gravenhage op 14 November 1896, gevolgd van een aanvullend protocol van 22 Mei 1897, goedgekeurd door de bevoegde wetgevingen en, wat België betreft, door de wet van 28 Maart 1898.

Het nieuw Verdrag, evenals het voorgaande, is het werk van de Diplomatische Conferentie voor Internationaal Privaatrecht,vergaderd te 's Gravenhage. Het werd behandeld door deze Conferentie in hare zittingen van 1893, 1894, 1900 en 1904. Zooals gij weet, heeft zij ten doel, door verbin-tenissen onder de Staten of door eene gedeeltelijke herziening hunner eigene wetgeving aan de conflicten tusschen nationale wetten de beste oplossing te geven, overeenstemmende met de behoeften der menigvuldige en ingewikkelde betrekkingen tusschen de Staten, tusschen de ingezetenen daarvan, met het gemak, den spoed en de uitbreiding der betrekkingen en de drukte van de economische bedrijvigheid, met het streven der rechts-geleerden, der openbare zienswijze en der wetgevers naar gemeenschappe-lijke verbindende regelen die onder de landen eene gastvrije gerechtigheid huldigen.

Het Verdrag van 1896 werd gesloten tusschen vijftien Staten van het

(1) Wetsontwerp, nr 84.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Van Cleemputte, Voorzitter-Verslaggever, Carton de Wiart, Destree, Huysmans en Pouillet.

Europeesche vasteland, wier karakters en belangen verschillen en soms tegenstrijdig zijn; al deze Staten waren gerechtigd om het op te zeggen na elken termijn van vijf jaar, en geen hunner zegde het op; toen het aan herziening onderworpen werd, vroeg geen enkele Staat zijne tenietdoening; geen enkele weigerde het te herzien; allen stemden er in toe, vóór het verstrijken van den termijn, het te verbeteren en te vernieuwen; allen werden het eens over de verbeteringen. Blijkt daaruit niet, dat, naar het gevoelen van de belanghebbenden, het werk der Conferentie nuttige verbeteringen tot stand brengt in zaken van internationaal privaatrecht?

Het bepaalt internationale regelen en versterkt tevens de verbindende kracht daarvan, betreffende het *overmaken*, met de medehulp der Staten, van gerechtelijke of buitengerechtelijke akten, betreffende de volledige tenuitvoerlegging van rechterlijke opdrachten of van maatregelen tot onderzoek, betreffende den kosteloozen rechtsbijstand, betreffende den lijfswang, betreffende de gelijke behandeling van uitlanders en inlanders tot gemakkelijkeren toegang tot de rechtbanken van elken Staat.

Wat vroeger enkel steunde op internationale hoffelijkheid, wordt thans erkend en uitgeroepen als strenge verplichting; de aangezochte Staat is niet alleen verplicht tot overmaking of tot afgifte, hij is gehouden te doen beteekenen « bij dwang » zelfs op de hem voorgeschreven wijze welke vreemd is aan zijne eigene wetten, doch daarmee niet in strijd is; hij is gehouden ten uitvoer te leggen, ten uitvoer te doen leggen; hij is gehouden te bewijzen, op eene bepaalde wijze, dat hij afgegeven, beteekend, ten uitvoer gelegd heeft.

Dat is de hoofdtrek van het werk der Diplomatische Conferentie van den Haag.

II

De door ons zooeven opgesomde onderwerpen werden afzonderlijk behandeld.

De Conferentie van den Haag verkoos ze te vereenigen in artikelen van een zelfde verdrag, overigens in onderscheiden paragrafen of hoofdstukken.

De voornaamste redenen, waarop haar besluit steunde, werden door België gewaardeerd, namelijk omdat zij de vruchtbaarheid der Unie van vijftien Europeesche Staten ten behoeve van den vooruitgang van het Internationaal Privaatrecht aanbelangen en bijdragen tot de kenmerking van de strekkingen en van de werking der Diplomatische Conferentie.

Ook is het niet zonder belang, alhier eene beschouwing aan te halen uit het Verslag van den heer Louis Renault over het ontwerp van verdrag (1).

« De behandelde zaken zijn van onderscheiden aard, doch behooren allen tot denzelfden gedachtengang. Het geldt de vergemakkelijking van de internationale betrekkingen ten opzichte van de rechtsvordering, en het kan gebeuren dat de verschillende bepalingen moeten toegepast worden in

(1) *Handelingen der Conferentie* (zitting 1904, bl. 85).

dezelfde zaak. Door een vreemdeling wordt eene rechtsvordering ingesteld in een contracteerend land; hij roept de ontheffing in van de *cautio judicatum solvi*; hij vraagt om den bijstand voor het gerecht te genieten; in den loop van het geding, kunnen in een anderen contracteerenden Staat akten te beteekenen of rechterlijke opdrachten uit te voeren zijn. (Zie, bij artikel 23, een voorbeeld van dien weerslag van verschillende artikelen op de andere.)

« Is het niet natuurlijk dat de bepalingen betreffende deze verschillende punten vereenigd worden in eene zelfde akte, en is het niet doelmatiger, voor magistraten, advocaten, leeraars, deze aldus vereenigd te vinden, dan ze te moeten zoeken in afzonderlijke akten?... Voor de meerderheid der Commissie vormt het Verdrag een geheel dat men niet zonder groot gevaar zou splitsen. Elk land neemt niet met denzelfden geestdrift al de deelen van dit geheel aan, *het berust in de eene om het voordeel te genieten van de andere.* Alles wel ingezien, acht zij dat de voordeelen grooter zijn dan de bezwaren. Wordt het gesplitst, dan gaan de zaken anders loopen, en de *Unie* zou in groot gevaar verkeerè.

« Elk land zou natuurlijk onder de overeenkomsten diegene uitkiezen, die het aanstaan, om alleen deze te onderteekenen en om de andere op te zeggen; zóó zou het de voordeelen verkrijgen zonder de lasten te dragen. Zekere bepalingen, die van algemeen belang zijn, doch die bijzondere belangen kunnen storen of tegen zekere vooroordeelen stuiten, zouden gevaar loopen te verdwijnen. Dit zou op onaanneembare wijze het evenwicht verbreken. »

III

Evenals Mr. Asser, Voorzitter der Conferentie, Minister van State in Nederland, drong de heer Renault aan op de voordeelen van de *Unie* en wees, in de verbinding der artikelen van het verdrag van 1896 met het ontworpen verdrag, het middel aan om het behoud en de vruchtbaarheid dezer Unie te verzekeren. « Zij wordt nog bevestigd, zegde hij, door dit gemeenschappelijk onderzoek van de gevolgen die het verdrag gehad heeft. De internationale samenwerking, zoo rijk aan weldaden door den wederzijdschen invloed van het inlandsch recht en het conventioneel recht, wordt aldus voortgezet en, na het werktuig tot stand gebracht te hebben, verbetert zij zijne werking... De Commissie stelt, wel is waar, talrijke wijzigingen voor, doch is overtuigd dat zij de eigenlijke grondslagen van het verdrag van 1896 niet aanraakt. Zij vraagt u het onduidelijke toe te lichten en de aangewezen leemten aan te vullen, de banden tusschen de vereenigde Staten nauwer toe te halen, zonder den aard der vereeniging te veranderen. »

En juist omdat thans de Conferentie dezen of genen regel van billijkheid, die de inlandsche wetgeving van dezen of genen Staat schielijk zou wijzigen, niet zou kunnen opleggen hebben zonder het gemeenschappelijk werk te niet te doen, zonder de *Unie* tusschen de contractanten te doen wankelen, stelde zij, ten bate van de Staten « die willen sneller vooruitgaan », het

recht voor, — en het Verdrag bekrachtigt zulks — om « in hunne betrekkingen zekere verbeteringen te brengen, die al de contractanten nog niet aannemen, en dit te bewerkstelligen door *bijzondere* overeenkomsten... » « *Eenheid* heeft voordeelen, doch dikwijls kan zij slechts verkregen worden ten prijze van te zware opofferingen; de *Unie* heeft verschillende graden. Men moet rekenen op de werking van den tijd die een « *galant'uomo* » is, en die meer teweegbrengt dan de strengste bewijsvoeringen (1). »

Ook zal men dikwijls in de bepalingen van het Verdrag bevinden dat deze of gene bijzondere maatregel, deze of gene bijzondere wijze van procederen toegelaten is, indien de Staat, op wiens grondgebied de akte moet volbracht worden, verklaart zich daartegen niet te verzetten, indien zijne wetgeving daarmee niet in strijd is.

Dat zijn middelen die worden aangewend om in de praktijk aan de verbintenissen de « noodige plooibaarheid » te geven, ten einde niet in te gaan hetzij tegen ingewortelde gebruiken, hetzij tegen de gevoeligheid van de Mogendheden die verlangen heer en meester te blijven van haar grondgebied, van hare wetgeving en van hare medehulp tot de werken van internationale gerechtigheid.

IV

De eerste zeven artikelen handelen over de

OVERMAKING VAN GERECHTELIJKE EN VAN BUITENGERECHTELIJKE AKTEN.

Men zal naast elkander onderzoeken de teksten van het Verdrag van 1896, van het Verdrag van 1903 en van het protocol van 1897.

Men zal de teksten lezen van de in 1900 en 1902 tusschen Frankrijk en België, tusschen Zwitserland en België gewisselde verklaringen.

V

De eerste zeven artikelen werden door de Conferentie van den Haag behandeld en vereenigd in een onderscheiden paragraaf of hoofdstuk. Zij geven aanleiding tot meer bezwaren op rechtsgebied; zij raken, overigens, meer rechtstreeks talrijke en belangrijke private belangen, alsmede de gevoeligheid van de nationale souvereiniteit. Eensdeels, heeft men dikwijls het leedwezen uitgedrukt dat de overeenkomsten niet genoeg verklaard werden; anderdeels, is de wetgeving van een Staat niet bevoegd om alleen daarvan eene verklaring te geven, die verbindend zijn zou voor het bestuur of de rechtbanken van een anderen Staat; doch het kan zijn nut hebben, en men is ertoe verplicht, de onbetwiste gegevens van eene als het ware authentieke en internationale verklaring te vereenigen en aan te wijzen; deze gegevens worden hoofdzakelijk ontleend aan de beraadslagingen der Conferentie van den Haag in hare zitting van 1904.

(1) *Handelingen der Conferentie*, 1904, bl. 84, 82.

Thans reeds dient in herinnering te worden gebracht wat de heer Renault bij den aanvang aanhaalt in zijne opmerkingen over dit hoofdstuk :

« Dit hoofdstuk heeft ten doel, bij de betrekkingen *tusschen de verdragsluitende Staten, de overmaking van gerechtelijke of van buitengerechtelijke akten te vergemakkelijken; de inlandsche wetgevingen blijven ten volle voorbehouden; dat is een hoofdpunt waarop het verslag verder de aandacht zal vestigen, doch dat van den beginne aan diende aangeduid te worden.* » Het Verdrag behandelt de *overmaking* van de opgemaakte akte, de *medewerking van den vreemden Staat* tot deze overmaking (1).

VI

EERSTE ARTIKEL.

A. — Uit het opschrift : « *Overmaking van gerechtelijke of van buitengerechtelijke akten* », alleen genomen of verbonden met artikel 6, n^o 3, en uit de uitleggingen gegeven in de Verslagen of in de beraadslagingen blijkt, dat in het Verdrag bedingen voorkomen niet alleen betreffende exploten van dagvaarding, verschijning, hooger beroep en andere dergelijke, doch ook betreffende alle akten welke de belanghebbende verlangt te beteekenen aan een persoon die zich in het buitenland bevindt, « ten einde als naar rechten », als daar zijn eene beteekening van huuropzegging, eene in mora stelling, eene protestaanzegging, allen « *buitengerechtelijke akten* ». Deze woorden hebben eene zeer uitgebreide beteekenis (2).

B. — Artikel 1 luidt : *In burgerlijke zaken of in handelszaken.*

Het Verdrag houdt zich niet bezig met strafzaken, enkel met burgerlijke zaken of met handelszaken. Dit wil echter niet zeggen dat *administratieve zaken volstrekt vreemd* aan het Verdrag blijven. Er dient een onderscheid te worden gemaakt, zegt de verslaggever tot de Conferentie : « Een administratief rechtscollege kan geroepen worden om kennis te nemen van vraagstukken van denzelfden aard als deze, die door de gewone burgerlijke rechtbanken in behandeling genomen worden (bij voorbeeld, een geding betreffende de uitvoering van eene overeenkomst tot leveringen, gesloten tusschen een bijzonderen persoon en een openbaar bestuur); er bestaat geen reden om tot de beteekeningen, die in dergelijk geding gedaan moeten worden, niet over te gaan volgens de bepalingen van dit hoofdstuk. De bewoordingen die men wil doen wegvallen (de Italiaansche afgevaardigde stelde voor, de woorden « *burgerlijke zaken of handelszaken* » te schrappen) hebben eene zeer ruime beteekenis en bedoelen niet alleen de zaken welke behooren tot de bevoegdheid der burgerlijke rechtbanken of der rechtbanken van koophandel, *in de landen waar een ADMINISTRATIEF RECHTSCOL-*

(1) Zie *Handelingen*, 1904, bl. 84. Zie ook « La Convention de La Haye du 14 novembre 1896, relative à la procédure civile », door T.-M.-C. Asser, Voorzitter der Conferentie. Jaar 1901.

Zie *Handelingen*, 1893, bl. 56, en 1894, overgenomen in bedoeld werk van Mr. Asser.

(2) Verslag, *Handelingen*, 1904, bl. 84. *Handelingen*, 1893 en 1894. Beraadslaging.

LEGE *bestaat..* Zoodra het BIJZONDERE BELANGEN geldt, is het Verdrag van toepassing... »

C. — « De overmakingen geschieden op verzoek van *den consul van den aanzoekende Staat*, gericht tot de overheid die door den aangezochten Staat wordt aangewezen. »

Het Verdrag neemt aan dat de consuls van den Staat, waarvan de over te maken akte uitgaat, zorgen voor de *overmaking in den Staat waar zij officieel zijn toegelaten* en waar zich bevindt de persoon wien de overmaking bestemd is; zóó past het de beginselen toe van de Belgische wetgeving, die de bevoegdheden van onze consuls in andere zaken aanzienlijk uitgebreid heeft, binnen hunnen dienstkring, en de uitoefening ervan deed bekrachtigen door talrijke verdragen; overigens, de bevoegdheden van de consuls, wat betreft de overmaking der akten, zijn bekrachtigd door de Overeenkomst of Verklaring gewisseld tusschen Frankrijk en België den 17ⁿ October 1902.

Bij gemis van bepalingen uitgevaardigd door de Regeering die den consul aanstelde, is het niet de belanghebbende partij die rechtstreeks de akte overmaakt aan den consul en dezen aanzoekt voor de overmaking te zorgen: het is de overheid van den Staat dien deze consul vertegenwoordigt, — over 't algemeen, de bevoegde Minister.

In beginsel geldt het verplichtingen te volbrengen tusschen Staten. De heer Renault, verslaggever, zegt terecht: « Hoe komt het te beteekenen stuk in handen van den consul? *Dit gaat het Verdrag niet aan.* Het is eene zaak van louter inwendige orde, door elk land naar zijne belijfte te regelen. Het eene land zal verlangen dat de beteekeningen, in den vreemde te doen, vereenigd worden in zijn Ministerie van Buitenlandsche Zaken, hetwelk ze naar de consuls sturen zal. Het andere zal ze vereenigen in zijn Ministerie van Justitie, dat ze naar de consuls sturen zal, vermijdinge aldus de tusschenpersonen; een ander nog zal aan zijne rechterlijke overheden toelaten, rechtstreeks met zijne consuls in den vreemde te onderhandelen. Men kan zich rekenschap geven van den spoed waarmee men op die wijze kan handelen... » (1).

Doch de consul wordt rechtstreeks in het werk gesteld door *zijne* Regeering, door hem of door hen die de Regeering aanstelt of machtigt, en niet meer door bemiddeling van den vreemden Minister; en de consul wendt zich tot de *plaatselijke* rechterlijke of administratieve overheid, die de vreemde Staat zich *verbonden* heeft aan te wijzen om dergelijke aanvragen te ontvangen, welke plaatselijke overheid hij zich *verbonden* heeft te dwingen tot de overmaking over te gaan.

Op deze wijze wordt de verplichte overmaking gemakkelijker en zal zij spoediger worden gedaan.

Artikel 1, waarbij zijn bepaald de aanwijzingen die de door den consul ontvangen en overgemaakte aanvraag moet behelzen, vermeldt « *de overheid* waarvan de overgemaakte akte *uitgaat* », doch deze tekst drukt « *in terminis* » enkel uit, wat meestal het geval is, *id quod plerumque fit*: Daar

(1) *Handelingen*, 1904, op. cit., blz. 84.

in de meeste gevallen de over te maken, aan te zeggen, te beteekenen akte eene rechterlijke beslissing of een rechterlijk bevelschrift, eene dagvaarding of eene akte van rechtspleging is, daar het bij de overmaking, bij de beteekening zelfs eene onderhandsche akte, eene eenvoudige verklaring ten verzoeken van een belanghebbende gelden kan, dient in dergerlijke gevallen de overheid niet aangewezen te worden, waarvan de akte *uitgaat*, behalve dat het tot den consul gericht verzoek vermeldt dat het uitgaat van zijn Minister, van *deze overheid*. Men zie overigens artikel 6, lid 1, n^o 2, en laatste lid betreffende de beteekening waartoe de belanghebbende **RECHTSTREEKS DOET OVERGAAN** door den vreemden deurwaarder (1).

D. — Het nieuw Verdrag, in tegenstelling met dit van 1896, bepaalt niet meer dat de beteekeningen van akten in het buitenland zullen gedaan worden « *op verzoek van de ambtenaren van het openbaar ministerie of de rechtbanken van een der Staten, gericht tot de bevoegde overheid van den anderen Staat* ».

Voor al ten aanzien en in den geest van onze Belgische wetten, behoort dit niet tot de natuurlijke bevoegdheden van de rechterlijke overheden. Overigens, in beginsel behoeven de rechtbanken, zoo geen geding voor hen aanhangig is, zich niet te bemoeien met de beteekening der beslissingen of bevelschriften; de parketten ook niet, zoo zij geene partij zijn in het geding of daarmee niet belast zijn door eenen bijzonderen tekst om wille van bescherming of orde; en, zoo de rechtbanken of de parketten reeds gevonnist of gevorderd hebben en het dient overgemaakt te worden in eenen vreemden Staat, waarom zouden zij zich nogmaals bemoeien met de overmaking die zal gedaan worden door de zorgen van andere overheden of ambtenaren, zoowel van België als van dezen Staat?

Waarom zou men de rechtbanken of de parketten doen optreden, op het gevaar af van vertraging te verwekken en nadeel toe te brengen aan de belanghebbenden? Dit optreden is insgelijks zonder nut met het oog op de eerbiediging van de souvereiniteit en het controlerecht van den vreemden Staat; trouwens, met het nieuw stelsel moet de consul van den aanzoekenden Staat zich wenden tot de door den aangezochten Staat aangewezen overheid; de Regeering van dezen Staat kan inlichtingen inwinnen, opmerkingen maken, bezwaren opperen, die langs diplomatischen weg zullen geregeld worden; zij kan zelfs verklaren dat het haar wil is, elk aanzoek tot beteekening, op haar grondgebied te doen, te zien richten tot haar zelf, langs diplomatischen weg. (Art. 1, 3^e lid.)

Zelfs met het stelsel van het Verdrag van 1896, thans nog van kracht, heeft het Hof van Cassatie van België gevonnist, bij arrest van 12 Maart 1903, op eensluidende besluitschriften van den eersten advocaat-generaal, den heer Terlinden (2), dat de tusschenkomst hetzij van de hoven en rechtbanken, hetzij van de ambtenaren van het Openbaar Ministerie niet vereischt wordt op straf van nietigheid. De voornaamste overweging luidt dat alleen de

(1) Zie de beperking bij artikel 6, laatste lid, van dit Verdrag, en art. 4 van het Verdrag.

(2) *Pas. B.*, 1905, 1, bl. 126.

Staat, op wiens grondgebied de beteekening moet gedaan worden, en door wiens zorgen zij overigens werd *gedaan* enkel en alleen op diplomatische aanvraag, naar luid van de wet van 26 Maart 1833, beslist over de geschiktheid van de tusschenkomst van het Openbaar Ministerie of van de rechtbanken uit den vreemde, *uitsluitend in zijn belang bedongen*.

De consul geeft de beteekening af aan de overheid die door den aangezochten Staat aangewezen wordt.

« Welke zal deze overheid zijn? Het Verdrag zegt het niet, omdat dit zal behooren tot de bevoegdheid van de inlandsche wetgeving » (1).

Bij de behandeling in de Conferentie werd erkend dat, zoo een Staat geen officieel toegelaten consul heeft op het vreemd grondgebied waar de overmaking gedaan moet worden, hij zich kan verstaan met den Staat van dit grondgebied omtrent het bereidwillig optreden der consuls van eenen *derden* Staat (2). Dit is, overigens, de toepassing van het « algemeen beginsel *van de vrijheid der overeenkomsten* », door de Conferentie gehuldigd, zooals herhaald wordt door den heer Verslaggever (3). Beweegredenen van de artikelen 1, 3, 6.

E. — « Al de bezwaren, die zich mochten voordoen naar aanleiding van het verzoek van den consul, zullen *langs diplomatischen weg* geregeld worden. » 2° lid. Dit bleek natuurlijk : het geldt eene daad die de Regeering van den aangezochten Staat geroepen is te volbrengen, krachtens hare politieke bevoegdheden, op het grondgebied waar zij medewerkt tot de uitoefening der souvereiniteit. Deze bepaling staat, overigens, in verband met artikel 4 dat vaststelt in welk geval de aangezochte Staat de overmaking kan weigeren, en daarover beslist de Regeering.

F. — De Staat, die aan zijne medecontractanten, aan eenigen onder hen of aan dezen of genen niet verklaart dat het zijn wil is, dat het verzoek tot beteekening, op zijn grondgebied te doen, hem door den consul *langs diplomatischen weg* gestuurd wordt, en niet aan een zijner magistraten of ambtenaren, vereenigt zich met en is onderworpen aan de *rechtswijze*, naar de bewoordingen en volgens de vereischten van artikel 1. De verklaring wordt vereischt; zij kan echter worden gedaan door middel van eene eenvoudige nota, zonder dat eene wetsbepaling noodig zij; het Verdrag moest den vorm der verklaring niet regelen; door elken Staat wordt die vorm bepaald.

Dit werd nader verklaard door den heer Verslaggever bij de behandeling van artikel 6; hieromtrent ondervraagd door den afgevaardigde van de Oostenrijksche Regeering, voegde hij er zonder eenige tegenspraak bij, dat, aangezien Oostenrijk aan België had verklaard, onder het beheer van het Verdrag van 1896 bevattende eene soortgelijke bepaling, dat de beteekeningen per post niet toegelaten werden in Oostenrijk, deze verklaring van kracht zal blijven.

(1) Verslag RENAULT, 1904, bl. 85.

(2) *Handel. der Conferentie*, 1894, bl. 51.

(3) *Ibidem*, bl. 86, 89.

Beweegreden van artikel 1 (lid 3) en van artikel 6, en Handelingen van de Conferentie (1). Deze verklaringen zijn geenszins onherroepelijk (2). Daaruit spruit de volgende aanmerking voort.

G. — Tusschen het U onderworpen Verdrag en verscheidene wetten en overeenkomsten is er dit verschil, dat bij de regeling, door het Verdrag bepaald, geen wederkeerigheid wordt vereischt in de betrekkingen tusschen Staten, zooals deze betrekkingen zouden ontstaan uit de verklaring van eenen of van verschillende onder hen, krachtens het 3^e lid van artikel 1. Uit geen enkel beding kan men deze gevolgtrekking afleiden; de wederkeerigheid zou, overigens, onaangenaam of nadeelig kunnen zijn aan den Staat die de verklaring zou ontvangen hebben, of aan zijne onderdanen die belang hebben bij het gewoonlijk gebruik van een wijze welke de verklaarder verwerpt om voor andere Staten onverschillige redenen.

Ook verklaarde de heer Verslaggever het 3^e lid stellig in dien zin, zonder de minste tegenspraak (3). Dit strookt, overigens, met den geest van het Verdrag naar welks regeling elke Staat het recht heeft, krachtens dit lid, de wijze, die hem best bevalt, te kiezen, om de over te maken akten te ontvangen: « zegt hij niets, dan zal de aangeduide wijze gelden in zijne betrekkingen met de andere Staten » (4).

VII

Betreffende de artikelen 2 en 3, kan men zich bepalen bij deze opmerking: met meer kracht leggen zij den aangezochten Staat de strenge verplichting op, tot de beteekening of overmaking over te gaan, zelfs bij *dwang* (bij voorbeeld, bij deurwaardersexploot), overeenkomstig zijne *inlandsche* wetgeving, indien de medecontracteerende Staat den wensch uit, een dwangmiddel te zien gebruiken; overigens, hij zou, op de bepaalde wijze, authentiek gewaarborgde vertalingen leveren, ingeval de over te maken akten niet mochten opgesteld zijn in de taal van den aangezochten Staat of in de onderling overeengekomen taal; de aangezochte Staat zal zelfs verplicht zijn aan te zeggen of te beteekenen in eenen bijzonderen gevraagden vorm, bij voorbeeld aan den belanghebbenden in persoon, indien deze vorm niet in strijd is met zijne wetten (4).

De aangezochte Staat of zijne ambtenaren zijn dus niet meer bevoegd om de akte eenvoudig terug te sturen met de melding dat zij den bedoelden persoon niet hebben gevonden of dat deze de akte niet heeft willen ontvangen: zij moeten de formaliteiten in acht nemen volgens hunne plaatselijke wet (*lex loci*) of op de gevraagde, zelfs *vreemde*, doch *met hunne wet niet strijdige* wijze, opdat de bedoelde persoon de aanzegging, de beteekening ontvange of *wettelijk verondersteld* worde haar ontvangen te hebben. Ook

(1) *Beraadslaging*, 1904, bl. 70.

(2) *Handelingen*, 1904. Verslag, bl. 86, 67.

(3) *Ibid.*, bl. 88, 147, 148.

(4) *Ibid.*, bl. 67, 87, 148, 148.

legt artikel 5 den aangezochten Staat den plicht op, aan den aanzoekenden Staat het bewijs te leveren, *op de bepaalde wijze*, dat tot de aanzegging, de beteekening werd overgegaan *in de vereischte vormen*. Dit bewijs heeft ook ten doel, wettelijk te waarborgen dat de beteekening gedaan werd, zoowel in het belang van den aangeschreven persoon als in het belang van hem die de overmaking aanzoekt: aldus vermindert de fictie, de veronderstelling der *afgifte*, ten bate van de werkelijkheid, van de waarheid; dat is eene merkelijke vordering van de billijkheid in de handelsbetrekkingen en in de internationale betrekkingen.

VIII

ARTIKEL 4.

De aangezochte Staat mag de overmaking, tot welke zijne Regeering of de ambtenaren, belast met het ontvangen van het verzoek der consuls, verzocht worden over te gaan, alleen dan weigeren wanneer hij acht dat zij van aard is om « *inbreuk te maken op zijne souvereiniteit of veiligheid* ».

Het spreekt van zelf dat hij alleen bevoegd is om daarover te beslissen.

Doch de Conferentie, die het Verdrag opmaakte, hechtte eraan, de twee gevallen *beperkenderwijze te bepalen*: zij verwierp een Italiaansch amendement strekkende tot toevoeging der woorden: « *inbreuk... of op andere maatschappelijke hoofdbelangen van het land* ». Voorzeker beduidde dit nogmaals dat de weigering onderworpen is aan eene strikte en strenge voorwaarde; niettemin verwierp de Conferentie het amendement, ten einde het gevaar van willekeurige weigeringen zooveel mogelijk te vermijden; zij deed uitspraak in dien zin in 1904, in 1894, in 1893; reeds werd door het Verdrag van 1896 de bevoegdheid om te weigeren beperkt tot de eenige gevallen van inbreuk op de *souvereiniteit of veiligheid*.

In een verslag van baron von Seckendorff, afgevaardigde van het Duitsche Rijk, werden de redenen, waarom de Conferentie prijs hechtte aan die strenge beperking, in 1893 samengevat en verduidelijkt als volgt: « Ten » aanzien van de bewoners van een land, bestaat de « openbare orde » uit » het samenstel van de wettelijke bepalingen, waarvan de burgers niet » mogen afwijken door bijzondere overeenkomsten. Onder deze wets- » bepalingen rangschikt men afzonderlijk deze, die de wetgever zelf niet » zou kunnen wijzigen zonder de maatschappelijke of grondwettelijke orde » van zijn land te veranderen, te storen of te vernietigen. Deze laatste » wetten alleen betreffen de openbare orde in internationaal opzicht. Tegen » haar vermogen de vreemde wetten nooit iets. Integendeel, deze kunnen » den voorrang hebben op de andere, omdat men zeer wel verstaat dat de » territoriale Staat zelf deze bepalingen, in een ander land uitgevaardigd, » zou kunnen opnemen in zijne eigene wetgeving, zonder de maatschappelijke of grondwettelijke beginselen, die het tot grondslag dienen, » te storen.

» Deze verklaring doet uitschijnen dat tot de openbare orde behooren

» zeer verschillende zaken, waarvan enkel een gedeelte van belang is in
 » internationaal recht. Zij bevestigt ook dat het onderscheid tusschen de
 » inlandsche en de buitenlandsche openbare orde aanleiding kan geven, in
 » elke bijzondere juridische zaak, tot onzekerheid en willekeurig oordeel.
 » Daarom is het *hoogst nuttig, voor de veiligheid der bijzondere belangen,*
 » *nauwkeurig te bepalen* wat tot openbare orde behoort ten aanzien der
 » vreemde wetten, en daarin eenheid te brengen. Men kan zeggen dat het
 » beginsel van de *persoonlijkheid* van het Recht slechts practische uitwer-
 » king hebben zal in de mate waarin deze *nauwkeurige bepaling* en deze
 » *afbakening op elk stuk zouden kunnen omschreven worden.* Door dit denk-
 » beeld bezielt, nam de Conferentie artikel 2 der bepalingen betreffende
 » het huwelijk aan (n^o 1 van het slotprotocol) (1). »

Men had als voorbeeld gegeven de beteekening van akten behelzende aan-
 hitsing tot wanorde (2).

IX

A. — Volgens ARTIKEL 6 verzetten de bepalingen van de voorgaande artikelen zich niet tegen de bevoegdheid om te handelen naar de daarin omschreven wijzen; er is verschil tusschen deze wijzen en die welke zijn bepaald bij artikel 1 als volgt :

1^o het inroepen der bemiddeling van de consuls, dat van rechtswege geschieden zal, behalve ten aanzien van Staten die verklaard hebben dat het hun wil is dat het verzoek tot overmaking hun langs diplomatischen weg medegedeeld wordt;

2^o de rechtstreeksche overmaking tusschen de *onderscheiden overheden* der Staten, volgens bijzondere overeenkomsten.

De bij dit artikel bedoelde wijzen zijn :

1^o de bevoegdheid om de akten aan de belanghebbenden, die zich in het buitenland bevinden, te sturen over de *post* ;

2^o de bevoegdheid der BELANGHEBBENDEN OM TOT DE BETEKENINGEN RECHTSTREEKS TE DOEN OVERGAAN door de deurwaarders of bevoegde ambtenaren *in het land van bestemming* ;

3^o De bevoegdheid van elken Staat om de beteekeningen aan personen, die zich in het buitenland bevinden, rechtstreeks te doen geschieden door de zorgen zijner diplomatische of consulaire ambtenaren.

Doch in elk dezer gevallen bestaat, naar luid van de slotparagraaf van het artikel, bedoelde bevoegdheid alleen dan, wanneer overeenkomsten, gesloten tusschen de betrokken Staten, haar aannemen of wanneer, bij gemis van overeenkomsten, de Staat op wiens grondgebied de beteekening moet gedaan worden, *er zich niet tegen verzet*. Hij kan er zich niet tegen verzetten, wanneer, in het geval van rechtstreeksche beteekeningen door de zorgen van de

(1) *Handelingen der Conferentie*, 1895 (Proces-verbaal n^o 7), blz. 67; 1894, blz. 45, 52; 1904, blz. 88.

(2) *Hand.*, 1894, blz. 45, 51, 52.

diplomatische en consulaire ambtenaren, de akte beteekend moet worden *zonder rechtsdwang* aan een onderhoorige van den aanzoekenden Staat.

Brengen wij in herinnering : 1^o dat door de woorden *zonder rechtsdwang* de Conferentie bedoelt de « vrijwillige » afgifte aan den betrokken persoon, die ze aanneemt en daarvan ontvangstbewijs aflevert. Dit behoorlijk gelegaliseerd ontvangstbewijs wordt teruggezonden aan den consul of, langs diplomatischen weg, aan den aanzoekenden Staat; 2^o dat een Staat niet kan beschouwd worden als zich verzettende, zoo hij *zijn verzet niet bekend maakt*, al ware het slechts door eene diplomatische nota.

Dit artikel 6 is eene vermeerderde uitgaaf van artikel 4 van het Verdrag van 1896; onder meer verschilpunten wijzen wij hierop, dat men bij gemis van een bijzonder Verdrag, waarbij eene van bedoelde bevoegdheden wordt toegekend, niet dient na te gaan of eene van de drie opgesomde wijzen toegelaten is door de wet van het land waar de beteekening gedaan moet worden; deze Staat moet *zich verzetten*, moet *verklaren* dat hij zich verzet tegen deze of gene wijze van beteekening (1).

B. — Brengen wij nog in herinnering dat, wanneer er sprake is van overmaking, in den vreemde, van exploten, dagingen, dagvaardingen of akten die, zooals de akten van verzet of van hooger beroep, eene dagvaarding behelzen, deze exploten moeten voldoen aan de *hoofdvereischen* gesteld door de wet van het land van den rechter, *lex fori*, van den Staat waarvan het exploit uitgaat; het geldt hier niet de overmaking van de akte, maar wel de hoofdvereischen voor de innerlijke geldigheid der akte. Het is een grondbeginsel, dat de rechter, volgens de wet die hem zijne macht verleent, — als het ware een deel van de nationale souvereiniteit, — onderzoekt of hij wettig optreden mag en of de partij dié, zooals wordt beweerd, gedagvaard is, kan worden beschouwd als zijnde waarlijk gedagvaard om zich te verdedigen, om den rechter in te lichten : dit zijn natuurlijke vereischen voor de wel toegelichte rechtsbedeeling, en deze vereischen worden beheerscht door de wet die deze rechtsmacht toekent; daaruit volgt dat die exploten van daging, van dagvaarding, buiten hunne overmaking, moeten opgesteld worden door ministerieele ambtenaren van het land van den rechter, die alleen door de wet van dit land zijn aangesteld. De belanghebbenden zouden dus niet *rechtstreeks* door een vreemden deurwaarder eene dagvaarding, voor eene Belgische rechtbank, kunnen doen beteekenen aan iemand die zich in het buitenland bevindt, en de Belgische deurwaarder zal zijne akte sluiten met de melding van de wijze van beteekening in het buitenland (2).

(1) Handelingen, 1904, bl. 68.

(2) PAND. BELG., v^o *Exploit* (in fine), Droit international.

ASSER en RIVIER, *Éléments de Droit international privé*, n^o 72, bl. 160, n^o 73, bl. 161, n^o 74, bl. 163.

WEISS, *Traité élémentaire de Droit international privé*, 2^e uitgaaf, Hoofdstuk II, bl. 803 en volgende. Deze schrijvers steunen op BAR en FOULIX, alsmede op het besluit van het Instituut voor Internationaal Privaatrecht. Zurich, 1877.

C. — Welke is nu de ware beteekenis van de verdragen van 1896 en 1903, *voornamelijk van dit laatste dat het andere doet vervallen*, wat betreft het wettig gebruik van de wijzen van beteekening, voorzien door de wet van het land, de *inlandsche* wet, de wet van elk der verdragsluitende Staten?

Zijn deze wijzen rehtens afgeschaft, alsof het Verdrag, dat kracht van wet heeft in elken Staat en er de daarmee strijdige wetten afschaft, er in *specie* de wetsbepalingen betreffende de beteekeningen deed wegvallen, om enkel nog aan te nemen de wijzen die bij het nieuwe Verdrag zijn voorzien?

De zaak wordt nader bepaald ten aanzien, in 't bijzonder, van België, Frankrijk, Zwitserland en Nederland.

België heeft trouwens, voor de burgerlijke zaken en voor de handelszaken, eene algemeene landswet die de akten van dagvaarding in het buitenland regelt, en de rechtspraak schijnt aan te nemen, dat deze wet toepasselijk is op de andere beteekeningen; het zijn het besluit-wet van 1 April 1814 en de wet van 26 Maart 1833; volgens het eerste wordt door den deurwaarder een afschrift van zijn exploit aangeplakt aan de deur van het Hof of van de rechtbank en een ander afschrift aan den gedagvaarde gezonden over de post die hij daarmee *belast*; hij maakt hiervan melding in zijn exploit; volgens de tweede wet, wanneer de bestuurder der posterijen verklaart zich niet te kunnen belasten met de afgifte van dit afschrift, vermeldt de deurwaarder deze verklaring en zendt hij een afschrift van gansch zijne akte, onder aangeteekenden omslag, aan den Minister van Buitenlandsche Zaken, waarvan hij natuurlijk ook melding maakt.

Deze wetten schaften verschillende bepalingen af van artikel 69 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering... Volgens de rechtspraak is de beteekening volbracht en de beteekende wordt wettelijk ondersteld het afschrift te hebben ontvangen: de termijnen loopen van dien dag af, afgezien van den datum en zelfs van de werkelijke *afgifte* aan den beteekende (1). Evenzoo geschiedt het, wanneer in Frankrijk, in Nederland, waar het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering in werking bleef, de deurwaarder aan het Parket het afschrift beteekent, dat bestemd was voor een persoon die zich in het buitenland bevindt.

De overmaking en de afgifte aan den beteekende van het afschrift van de *reeds gedane* beteekening, werden eene *verplichting* voor den Minister van Buitenlandsche Zaken, het Parket, den bestuurder der Posterijen, zonder dat Verdragen tusschen de Staten de overmaking en de afgifte regelden als eene onderling aangegane stellige verbintenis; doch de beteekening wordt wettelijk ondersteld gedaan te zijn door de formaliteiten, volbracht in de Staten waar de post, de Minister of het Parket het afschrift ontvangen had, en deze beteekening is rechtsgeldig volgens de wet der landen.

Buiten het Verdrag van 1896, gesloten tusschen België en de overige veertien Staten die het huidig Verdrag ondertekenden, heeft België nog een bijzondere overeenkomst met Frankrijk gesloten: de verklaring, den 16ⁿ November 1900 gewisseld tusschen beide regeeringen en gewijzigd in

(1) BELTJENS, nieuwe uitgave, Proc. civ. bij artikel 69, n^{rs} 100 en vlg.

1902. Naar luid van deze verklaring, wordt de *overmaking* van de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten geregeld op de volgende wijze: de *Regeering* zendt aan haren diplomatischen of consulairen ambtenaar, het dichtst wonende bij den Procureur die tot de overmaking moet overgaan, een dubbel exemplaar van de gerechtelijke of buitengerechtelijke akten, in België *OPGEMAAKT* (of wederkeerig in Frankrijk) en *bestemd* voor personen wonende in Frankrijk (of in België). Deze magistraat zendt aan den diplomatischen of consulairen ambtenaar een afschrift terug, met de gelegaliseerde ontvangsbewijzen of met de bewijsschriften waaruit de beteekening blijkt, *voor zoover deze kon worden gedaan*.

Deze verklaring werd op 17 October 1902 vervangen door eene verklaring die de vroegere overeenkomst tusschen beide regeeringen vernietigt, en die luidt als volgt: « In al de andere gevallen zullen de *in België* door de » bevoegde ambtenaren *OPGEMAAKTE* gerechtelijke of buitengerechtelijke » akten, in burgerlijke zaken of in handelszaken, door gemelde ambtenaren » — rechtstreeks en onder aangeteekenden omslag — *gezonden* worden aan » de belanghebbenden, *overeenkomstig artikel 1 van het besluit-wet van » 1 April 1814.* »

Er bestaat tusschen Zwitserland en België eene schikking over de rechtstreeksche overmaking tusschen de rechterlijke overheden van beide landen.

Er werd aangemerkt, namelijk in de beraadslaging der Diplomatische Conferentie, dat de door het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering ingevoerde wijzen niet genoegzaam de gerechtigheid en de rechten waarborgen van den beteekende, die gedagvaard of in mora gesteld kan zijn, zonder tijdig, of zelfs in 't geheel niet, het hem bestemde afschrift te hebben ontvangen. Men prees het Duitsche stelsel aan, waarbij de beteekening slechts *gedaan* wordt door de afgifte of door het volbrengen, ter plaatse, van de formaliteiten die de wezenlijke afgifte wettig en redematig doen onderstellen. Wat men ook meene over de waarde dier aanmerkingen en over de waarde van beide stelsels, toch is het reeds een merkelijke vooruitgang, den Staat, waar de beteekende zich bevindt, *te verplichten*, hem *wettelijk* het afschrift te beteekenen en het bepaald bewijs te leveren dat aan deze verplichting werd voldaan. Overigens, de afgevaardigden der vijftien Staten, vertegenwoordigd te 's Gravenhage, hebben in het Protocol de plechtige uitdrukking opgenomen van den gemeenschappelijken wensch, dat de inlandsche wetgeving van elken Staat zou worden herzien, ten einde vollediger te beantwoorden aan de eischen der gerechtigheid. Dit is het werk der Conferentie; en men heeft bevonden dat zij terecht rekenen mag op den *doordringenden* invloed van het conventionele recht op het bijzonder recht van elken Staat. Niemand kan overigens ontkennen dat, met het oog op het gemak en den spoed der verkeersmiddelen, op de opsporingsmiddelen die in gansch Europa ingang hebben gevonden, op de gemeenschap der belangen, op het nauwere plichtsbef van de ambtenaren der Regeeringen, zonder onderscheid van nationaliteit, de overmaking, bij overeenkomst plechtig beloofd, steeds beter zal worden gedaan.

D. — Worden er echter door het nieuwe Verdrag van 1903, en zelfs door dat van 1906, wijzigingen gebracht in de *landswetgeving* van de verdragsluitende Staten, betreffende de vereischten, de innerlijke waarde en de werking der exploiten of de beteekening der akten opgemaakt door de deurwaarders of de ambtenaren dezer Staten, overeenkomstig deze wetgeving?

Men had beweerd dat in elk der Staten het Verdrag van 1896 de inlandsche wetgeving afschafte en deze verving, in stede van haar aan te vullen met eenen nieuwen waarborg.

De kwestie was en is nog van het grootste practisch belang, voor de geldigheid en de werking der exploiten opgemaakt sedert 1899, datum waarop het Verdrag van 1896 werd goedgekeurd en in werking trad, dagvaardingen, akten van hooger beroep, van verzet, en andere.

Het is niet eene kwestie van beginsel die opgelost moet worden : met name de kwestie of een verdrag, goedgekeurd door de Wetgevende Macht, kracht van wet bezit en of daardoor de bepaling die het daartoe bedoelt, ofwel deze die niet vereenigbaar is met den inhoud van dit Verdrag, zijn afgeschaft. Deze kwestie werd onderzocht door de Rechtsleer, door de Rechtspraak, door de Belgische Kamers, evenals door de Fransche en Nederlandsche Kamers, namelijk in 1904, bij de goedkeuring der Verdragen betreffende het huwelijk, de echtscheiding, de scheiding van tafel en bed en de voogdij (1).

Het Hof van Cassatie van België deed hierover uitspraak, althans onrechtstreeks, namelijk in het reeds vermeld arrest van 1903.

Men dient na te gaan of *in specie* het Verdrag van 1903 zoover strekt. Welnu, het is zeker dat het niet zoover strekt en dat het de inlandsche wetgeving onaangeroerd laat.

Evenveel kan worden gezegd van het Verdrag van 1896.

Het Hof van Cassatie van Frankrijk heeft in dien zin gevonnen dat, « zoo het Internationaal Verdrag van 's Gravenhage van 14 November 1896, waar het de rechtspleging (van het Wetboek) *bevestigt*, in de burgerlijke rechtsvordering twee nieuwigheden heeft *ingevoerd*, die de wezenlijkheid der beteekening van bedoelde akten moeten bevestigen, deze nieuwe formaliteiten niet vereischt worden op straf van nietigheid ». Het Hof steunde op de verklarende stukken van het Verdrag, met name op de handelingen der Conferentie, evenals op die der wetgevingen betreffende de goedkeuring van het Verdrag, om vast te stellen dat het Verdrag de inlandsche wetten eerbiedigt (2).

Mr. Asser, lid van den Raad van State, Minister van State in Nederland, Voorzitter der Conferentie van den Haag sedert 1893, verklaarde de meening van de Conferentie over het Verdrag van 1896 en deed dit, in overeenstemming met de Conferentie zelve, gedurende de zitting van 1900.

(1) Zie het verslag van de Bijzondere Commissie, *in fine*, Stukken der Kamer, 1903-1904, bl. 408, alsook de daarbij aangehaalde autoriteiten en precedentes van de vreemde wetgeving. Zie *Senaat*, Redevoering van den Minister van Justitie, van den Minister van Buitenlandsche Zaken, van den heer Wiener. *Handelingen*, 1903-1904, bl. 557 en vlg.

(2) *Pas. belge*, 1906, 4^e deel, bl. 14.

Hij steunde overigens op de beraadslagingen en besprekingen der Conferentie van 1893 en van 1894 (1).

Mr. Asser zegde namelijk : « Door dit gedeelte van het Verdrag **VERBINDEN** » *zich de verdragsluitende Staten, de akten te doen beteekenen*, die te dien » einde worden overgemaakt... Wat tot heden gedaan werd, in de meeste » gevallen, uit *internationale hoffelijkheid*, gebeurt sedert 23 Mei 1899 » onder de verdragsluitende partijen, krachtens eenè stellige verbintenis.

« Het Verdrag heeft *geenszins ten doel de wijze van beteekening te regelen*, » *die in elk der Staten zal moeten toegepast worden*. Hieromtrent laat het » *volle vrijheid aan den wetgever van elk land*. Nochtans, ingeval de betee- » kening van akten aan personen, die zich in een vreemden Staat bevinden, » de tusschenkomst der overheid van dien Staat vereischt, dan zal deze tus- » schenkomst verleend worden mits zekere in het Verdrag bepaalde voor- » waarden. »

De uitstekende Voorzitter der Conferentie brengt in herinnering, dat bij de goedkeuring van het Verdrag door de Staten-Generaal van Nederland, de Minister van Justitie verklaarde dat het Verdrag *de bepalingen der wetboeken van elk land niet afschaft*, betreffende de beteekening van exploten ; dat bijgevolg artikel 4, 8^o, van het Nederlandsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering in werking blijft. Het eerste gedeelte van het Verdrag (overmaking van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten) regelt enkel de *betrekkingen onder de Staten*. Het waarborgt de werkelijke afgifte der akten aan de beteekenden ; *in elken Staat blijft 's lands wet uitsluitend bevoegd om te beslissen of deze afgifte vereischt wordt voor de geldigheid der beteekening*. De Kamer had vrede met deze verklaring en stemde voor de goedkeuring.

Hij zegde nog over de woorden... « *de beteekeningen zullen gedaan worden* » : « Deze bepaling is gebiedend, doch zij schrijft niets voor betref- » fende de wijze waarop de beteekening moet worden gedaan om geldig te » zijn volgens de *wet van het land*; zij *behelst enkel de wederzijdsche ver-* » *plichting der Staten, elkander hunne medewerking te verleen*en voor de » *overmaking der akten die hun met dit doel medegedeeld worden*. »

Hij doet aanmerken dat het bewijs *a contrario*, dat men trachten zou af te leiden van de opsomming, in artikel 4, der drie aangeduidwijzen, van geener waarde zou zijn, omdat het artikel slechts de wijzen van beteekening bedoelt, waarvoor worden vereischt *hetzij de tusschenkomst van ambtenaren of overheidspersonen van het land van bestemming* (posterijen, ministerieele ambtenaren, enz.), *hetzij de toestemming van den Staat van den belanghebbende* (beteekening door de diplomatische of consulaire ambtenaren, gevestigd in dien Staat). Artikel 4 bedoelt geenszins de exploten, in den aanzoekenden Staat beteekend aan het Parket van het Openbaar Ministerie of aan om 't even welke andere overheid.

Mr. Asser stelt vast dat in de Parlementen van België, Frankrijk en

(1) Zie ASSER, *La codification de La Haye du 14 novembre 1896, relative à la procédure civile*, 1901, bl. 133 en vlg. Zie de daarin aangehaalde processen-verbaal, bl. 91-92.

Zwitserland, de eenige die erover beraadslaagden, het Verdrag van 1896 in denzelfden zin uitdrukkelijk verklaard werd (1).

Men zal daaruit besluiten dat, wat aangaat het Verdrag van 1896, de Voorzitter der Conferentie de meening dezer trouw heeft uitgedrukt, in overeenstemming met de Parlementen die erover beraadslaagden, en dat het Hof van Cassatie van Frankrijk op zijne beurt deze redematige uitlegging heeft bekrachtigd.

De kwestie is niet twijfelachtig in het opzicht van *de lege ferenda*, van de meening der Conferentie van 1904 en bijgevolg van het Verdrag van 1905, dat enkel de besluiten der Conferentie herhaalt, en van het slotprotocol.

De heer Renault, verslaggever, en al wie de kwestie behandelde, uitten zich stellig in den zin van de verklaring van den Voorzitter, Mr. Asser; zij bevestigden « dat de inlandsche wetten onaangeroerd en geheel en gansch voorbehouden blijven, wat betreft de te volgen wijze van beteekening aan personen die zich in het buitenland bevinden, *alsook de werking van deze wijze van beteekening*; » — « dat men buiten de grenzen van het Verdrag zou gaan, wanneer men doodeenvoudig een regel voorschreef, die de plaats zou innemen van eene inlandsche wetsbepaling »; — « dat het nieuwe verdrag, zoowel als dit van 1896, de inlandsche wetten volstrekt onaangeroerd laat en de particulieren geenszins verplicht om gebruik te maken van de wijzen van beteekening, in het Verdrag aangeduid. » Van deze denkbeelden uitgaande, verwierp de Conferentie de amendementen, waarbij de werking van de beteekening zich zou voordoen van af het oogenblik der wezenlijke (of voor wezenlijk gehouden) afgifte in het buitenland (2).

Ook besloot zij hare beraadslagingen door het aannemen, met algemeene stemmen : 1° in de Commissie en op de algemeene vergadering in eerste lezing, van eene motie luidende : « Het is wenschelijk dat, ten gevolge van eene herziening der inlandsche wetgeving of krachtens eene conventioneele bepaling, de beteekeningen aan personen, die zich bevinden in eenen anderen verdragsluitenden Staat, enkel kunnen gedaan worden op eene der wijzen vermeld in de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6 van het ontwerp van Verdrag; » 2° in tweede lezing, op eene andere algemeene vergadering, van eene zelfde motie met gewijzigden tekst. Om wel aan te duiden dat, aangezien de door de nationale wetten bepaalde wijzen ten volle voorbehouden en gehandhaafd bleven, deze dienden te worden geregeld door de inlandsche wetten of door eene latere conventioneele bepaling, deed zij aan het slotprotocol den

(1) In 1900, op eene algemeene vergadering der Conferentie, heeft hij eene verklarende rede gehouden, met het uitdrukkelijk inzicht terechtwijzigingen uit te lokken, indien het noodig was; hij stelt vast dat zijne verklaring door niemand werd tegengesproken; welnu, zij bevestigt ten volle de door ons aangehaalde.

Handelingen der Conferentie van 1900, bl. 78.

(2) De Belgische afgevaardigde steunde deze amendementen, met het oog op de Rechtspraak. Zie, wat deze betreft : BELTIENS, *nieuwe uitgaaf*, over artikel 69 (Wetboek B, Rechtsvord.), n° 100 tot 105.

volgenden tekst toevoegen : « Het is wenschelijk dat, ten gevolge van eene herziening der inlandsche wetgeving of krachtens eene conventioneele bepaling, de beteekeningen aan personen, die zich bevinden in eenen anderen verdragsluitenden Staat, enkel kunnen gedaan worden op eene der wijzen vermeld in de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6 van het ontwerp van Verdrag (1). »

VIII of IX

Artikel 7, betreffende de onkosten van de overmaking in den vreemde, is het gevolg van een vergelijk. De beteekeningen zullen kosteloos worden gedaan, voor zoover de tusschenkomst van een behoorlijk aangestelden ambtenaar, of het gebruik van eene bijzondere wijze niet mochten vereischt worden krachtens artikel 3; bijgevolg, kosteloosheid ten aanzien van den overmakenden Staat en van hen die de overmaking verzocht hebben, ingeval van vrijwillige afgifte; en deze moet steeds betracht worden, behoudens andersluidende vraag van de aanzoekende overheid; terugbetaling der kosten, veroorzaakt door de gevraagde tusschenkomst van een behoorlijk aangestelden ambtenaar of door het gevraagde gebruik van eenen bijzonderen vorm in de gevallen van artikel 3; dit alles, behoudens tegenstrijdig beding tusschen twee of meer Staten.

Er werd verstaan dat de onkosten van vertaling der over te maken akten ten laste zijn van den aanzoekenden Staat (2).

X.

HOOFDSTUK II.

ARTIKELEN 8 TOT 16, BETREFFENDE DE RECHTERLIJKE OPDRACHTEN.

De tekst en de Memorie van Toelichting leggen de beteekenis uit van deze bepalingen; zij verschillen weinig met deze van het Verdrag van 1896. Overigens, de meeste vraagstukken van beginsel werden onderzocht bij het eerste hoofdstuk.

Het bleek niet noodig, de woorden nader te bepalen, die in deze gewoonlijk gebezigd worden : « hetzij eene handeling van onderzoek, hetzij andere rechterlijke handelingen. »

Het geldt meestal een getuigenverhoor, eene eedaflegging, eene schatting, een bezoek ter plaatse, een onderzoek van handelsboeken. Daaronder zijn

(1) Zie *Handelingen*, 1904, bl. 78, 79, 80, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 145, 146, 154, 175, 198, 204, 225. Doch, zooals dit werd gezegd door de heeren Asser en Renault, daaruit blijkt duidelijk het verlangen dat, bij het herzien van de inlandsche wetten, in aanmerking worde genomen de afgifte der beteekening in den *aangezochten Staat* en niet enkel in den *aanzoe- kenden Staat*.

(2) *Handelingen*, 1904, bl. 69 en 89,

niet begrepen de beteekeningen van gerechtelijke akten, die in het buitenland zouden moeten gedaan worden, want deze worden geregeld bij de artikelen 1 en volgende (1).

De aanneming van artikel 15, dat een van de twee wijzigingen in het huidige stelsel uitmaakt, zou wegens België zeer ernstige bezwaren uitgelokt hebben, op grond van artikel 30 onzer Grondwet, krachtens welk de rechterlijke macht uitgeoefend wordt door de Hoven en Rechtbanken; bijgevolg zouden wij, naar het schijnt, niet kunnen aannemen, dat een vreemde Staat niet onze magistraten, doch wel zijne eigene consuls met eene rechterlijke opdracht in België zou belasten. Nu, het artikel bepaalt dat dit enkel zal geschieden, wanneer de Staat, op wiens grondgebied de opdracht door de consuls zou volbracht worden, verklaart zich hiertegen niet te verzetten. De Belgische Regeering zou dus enkel deze verklaring moeten afleggen.

Het nieuwe Verdrag legt aan de verdragsluitende Staten de meer stellige *verplichting* op, de rechterlijke opdrachten te volbrengen, die hun door een medecontractant worden toegestuurd; het helpt aldus mede tot betere rechtsbedeeling in al de verdragsluitende Staten.

XI

HOOFDSTUK III.

Artikelen 17 tot 19 betreffen de vrijstelling, men zou haast kunnen zeggen, de afschaffing van het « Cautio judicatum solvi ».

A. — Deze bepalingen werden op de vergaderingen der Conferentie schier niet besproken; zij werden uitgelegd en gewettigd in het verslag van den heer Renault en in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp houdende goedkeuring.

Aan de Belgen wordt de bevoegdheid toegekend om als eischer of als tusschenkomende partij op te treden voor de rechtbanken van een der verdragsluitende Staten, *evengoed als de burgers van dien Staat*, zonder verplicht te zijn eenigen borg te stellen of onderpand te storten, onder welke benaming ook, hetzij omdat zij vreemdelingen zijn, hetzij omdat zij noch woonplaats noch verblijf hebben in den Staat waar zij optreden als eischer of tusschenkomende partij. Deze vrijstelling wordt echter, behoudens bijzondere en tegenstrijdige overeenkomst tusschen twee of meer verdragsluitende Staten, alleen dan verleend wanneer de eischer of de tusschenkomende partij hunne woonplaats hebben in eenen van de verdragsluitende Staten; dat is eene wijziging in het Verdrag van 1896, welke dient te worden gerechtvaardigd.

Zij werd ingevoerd, zegt het verslag van den heer Renault (2), op verzoek

(1) Verslag van den heer RENAULT, *Handelingen*, 1904, bl. 92.

(2) *Handelingen*, 1904, bl. 96.

van den Zwitserschen Bondsraad; zij is op zich zelve redelijk en staat in verband met het gemak van *uitvoering*, dat door de volgende artikelen verleend wordt, wat aangaat de verwijzing in de kosten.

De verweerder (die deze verwijzing bekomt ten laste van den eischer of van de tusschenkomende partij welke noch ontvankelijk, noch gegrond verklaard wordt) moet de kans hebben, in eenen *bij het verdrag aangesloten* Staat, goederen te vinden, waarop hij trachten kan zich te doen betalen.

Met andere woorden, de vrijstelling van borgtocht en waarborgen, die zoo kwistig door het Verdrag verleend wordt onder de verdragsluitenden, moet, als vergelding, even groot gemak en waarborg hebben voor het vorderen van de kosten, op de wijze waarop het Verdrag die regelt voor het grondgebied en de rechtbanken van dezelfde contractanten.

Doch, op verzoek van Italië, werd bepaald « dat de overeenkomsten, waarbij verdragsluitende Staten voor hunne onderhoorigen de vrijstelling van het *Cautio judicatum solvi* mochten bedongen hebben, zelfs zonder de vereischte van woonplaats, ZULLEN TOEPASSELIJK BLIJVEN ». Het geldt dus zoowel overeenkomsten welke vóór als die welke na het huidig Verdrag zijn gesloten.

B. — De Belgen, die de vrijstelling van borgtocht, onderpand of andere waarborgen genieten, zullen dus ook alle gemak hebben om de verwijzing van hunnen tegenstrever in de kosten ten uitvoer te leggen; bovendien verkrijgen zij dat deze verwijzing *kosteloos* uitvoerbaar zal verklaard worden door de bevoegde overheid in elken van de verdragsluitende Staten, en wel op eene aanvraag langs diplomatischen weg gedaan; de Staten zullen echter door bijzondere overeenkomsten kunnen bepalen dat die vraag tot exequatur ook door de belanghebbende partij kan worden gedaan. Doch, zooals wij zullen zien, de partij, die tot de kosten werd veroordeeld, heeft, in het land waar de verweerder het vonnis tegen haar wil ten uitvoer leggen, het recht om hooger beroep en verzet aan te teekenen. De hoofdgedachte van dit stelsel werd ingegeven door den uitstekenden Voorzitter der Conferentie. De *cautio judicatum solvi* steunt niet, althans niet in hoofdzaak, op een wantrouwen tegen de vreemdelingen. Men moet het wel bekennen, feitelijk bestaat er een verschil tusschen buitenlanders en inlanders. Dezen hebben meestal hunne woonplaats in hun vaderland; zij bezitten er eigendommen, waarop verhaal te nemen is na verwijzing. De vreemdelingen bezitten meestal hunne goederen buiten het land waar zij pleiten, en de tenuitvoerlegging van het vonnis zal moeilijk zijn niet alleen in feite, wegens den afstand, doch in rechten, omdat het verkregen vonnis geene kracht van gewijsde hebben zal in het land waar het ten uitvoer moet worden gelegd.

Dat geeft aanleiding tot de bepalingen waarbij groot gemak wordt verleend voor de tenuitvoerlegging, voor het *exequatur*.

De kosteloosheid werd erbij gevoegd op voorstel van de vertegenwoordigers van het Deutsche Rijk. Zij steunt op deze tweevoudige beweegreden: om de onderlinge betrekkingen en zaken, alsmede de rechtsbedeeling — algemeene, openbare belangen —, te vergemakkelijken, heeft men den waarborg van de zekerheidsstelling afgeschaft, en al te dikwijls, om in het

land van de veroordeelde partij geringe sommen te innen, moet de verweerder, die dergelijke veroordeeling verkreeg, zijn toevlucht nemen tot een advocaat (1).

Merken wij aan dat die kosteloosheid enkel geldt voor het verkrijgen van het *exequatur*. « De kosten die moeten worden gedaan opdat de titel zijne uitwerking hebbe, zijn ten laste van hem die overgaat tot de tenuitvoerlegging » (2).

« Het is wel verstaan ook — leest men in de Memorie van Toelichting — dat de noodige kosten opdat de titel zijne werking hebbe, ten laste komen van de partij die tot de tenuitvoerlegging doet overgaan. »

De verwezene partij, tegen welke de tenuitvoerlegging geschiedt, kan zich verzetten volgens de wetten van het land waar in verzet gekomen wordt; dit verzet blijft dus, wat betreft de kosten, aan deze wetten onderworpen; in het Verdrag zijn geene afwijkingen van dezen regel voorzien.

C. — Het verzoek tot uitvoerbaarverklaring wordt langs diplomatischen weg gedaan, van Staat tot Staat, uit hoofde van de gewichtigheid daarvan.

Doch in de Conferentie merkte men aan dat de belanghebbende partij « dezen weg wat lang kon vinden »; daarom zouden de Staten elkander kunnen verstaan om toe te laten dat het verzoek tot uitvoerbaarverklaring ook rechtstreeks gedaan worde door den persoon die de verwijzing in de kosten van het geding verkreeg.

D. — De bepalingen van het Verdrag zijn van toepassing niet alleen op de eerste vonnissen die in de kosten verwijzen, doch ook op deze die later het bedrag der proceskosten bepalen. (Artikel 18, 2^e lid.)

Deze bepaling was noodig wegens de praktijk in verscheidene landen, waar het vonnis over het geschil en de verwijzing in de kosten gescheiden zijn van het latere vonnis dat het bedrag vaststelt. Er werd verstaan dat de bepalingen van het Verdrag van toepassing zullen zijn, zelfs wanneer de kosten mochten opgeëischt worden niet door den verweerder, maar door den fiscus, wat het geval is in verscheidene landen en vooral in Duitschland. « In dit land worden de rechten niet geïnd bij elke akte van het geding; ten titel van gerechtskosten wordt eene zekere som ten laste gelegd van den persoon die het proces verliest; om de betaling dier som in zekere mate te waarborgen, wordt van den eischer eene storting vereischt; deze storting is merkelyk *geringer* dan de wezenlyk verschuldigde kosten; volgens de Deutsche wet wordt van de *vreemdelingen* driemaal zooveel geëischt als van de inlanders. »

De vrijstelling van deze storting lag in de bedoeling van het Verdrag van 1896; zoo besliste de rechtspraak, en het nieuwe Verdrag is het daarover eens. Derhalve is het niet meer dan billijk dat de fiscus *evenveel waarborg heeft als de verweerder voor de inning der kosten, ten laste gelegd van den eischer die ongelijk haalt; de fiscus, evenals de verweerder, moet niet worden benadeeld ten gevolge van het voordeel, aan den eischer verleend* (3).

(1) *Handelingen*, 1904.

(2) *Ibidem*, bl. 96.

(3) *Handelingen*, bl. 98 en 97.

E. — Het verkrijgen van het exequatur is zeer vergemakkelijkt en zal spoedig geschieden. Doch het is van belang te wijzen op de volgende verklaring in het Verslag aan de Conferentie : « De bezwaren, die zich gewoonlijk voordoen bij het ten uitvoer leggen van vreemde vonnissen, zelfs tusschen landen die door verdragen verbonden zijn, hebben betrekking op de bevoegdheid der rechtbank wier vonnis men wil uitvoeren, en ook op de openbare orde. Ze zijn hier uit den weg geruimd omdat, eensdeels, de persoon, tegen wien de tenuitvoerlegging wordt vervolgd, de zaak voor de vreemde rechtbank had gebracht en dat, anderdeels, **ER ENKEL SPRAKE IS VAN DE KOSTEN, de hoofdzaak ligt geheel buiten die kwestie.** » Omdat het enkel de kosten geldt en dat deze zeer zelden *hooger zullen zijn dan 2,500 frank*, bedrag boven hetwelk in België hooger beroep mogelijk is, zou, volgens de Belgische wetten, het hooger beroep feitelijk niet bestaan en werd door de Regeering artikel 2 van het wetsontwerp tot goedkeuring voorgesteld. De heer Pierantoni heeft, overigens, in de beraadslaging der Conferentie bevestigd « dat de grond van het geding niet begrepen werd in die rechtspleging tot exequatur » (1).

De Memorie van Toelichting van ons wetsontwerp tot goedkeuring bevestigt insgelijks deze verklaring (bl. 9).

De belanghebbende partij zal dus gemakkelijk en spoedig eenen uitvoerbaren titel verkrijgen, doch deze titel « is niet onwraakbaar » (2).

F. — Voor de rechtspleging tot verkrijging van het exequatur, voor de noodige formaliteiten, de bewijzen en over te leggen stukken, volstaat het, volgens de Memorie van Toelichting en den tekst, het volgende in herinnering te brengen :

1^o Het Verdrag laat onaangeroerd de inlandsche wetten van elken Staat betreffende de bevoegde overheden die het exequatur kunnen verleen of weigeren (art. 18 en 19);

2^o Artikel 19, 2^e lid, bepaalt de drie punten die alleen onderzocht zullen worden door de overheid, belast met de uitspraak over het verzoek tot uitvoerbaarverklaring.

Over het eerste punt, « of, **VOLGENS DE WET VAN HET LAND WAAR DE VEROORDEELING WERD UITGESPROKEN**, de expeditie van het vonnis voldoet aan de vereischen tot authenticiteit », zullen er zooveel te minder bezwaren bestaan daar, over 't algemeen, het verzoek tot uitvoerbaarverklaring langs diplomatischen weg wordt gedaan en daar, naar luid van artikel 19, 3^e lid, de overlegging van eene verklaring, van een getuigschrift der bevoegde overheid van den aanzoekenden Staat zal volstaan.

Doch het tweede punt, « of, *volgens dezelfde wet*, de beslissing *in kracht van gewijsde* is gegaan », dient nader bepaald te worden.

Het geldt « *de kracht van het gewijsde* », en wel ten aanzien van *wetten*

(1) Zie Memorie van Toelichting en Verslag aan de Conferentie. *Handelingen*, 1904, bl. 95 en 97.

(2) *Handelingen*, 1904, bl. 76.

vreemd aan de overheid, aan de rechtbank die over den eisch tot exequatur beslist; het is echter *dikwijls moeilijk* dit vraagstuk op te lossen.

Er werd bijgevolg bepaald dat eene verklaring der bevoegde *overheid* van den aanzoekenden Staat « volstaan zal », waardoor bevestigd wordt dat de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, in overeenstemming met de wetten van den rechter die haar uitsprak. Deze bijzondere *bevoegdheid* zal, behoudens tegenstrijdige overeenkomst, bevestigd worden door den hoogsten ambtenaar van het Rechtswezen in den aanzoekenden Staat. Deze bepaling strookt met de gewone praktijk op *internationaal* gebied.

De Memorie van Toelichting zegt terecht : « Men mag gelooven dat dergelijk bescheid, afgeleverd en overgemaakt langs diplomatischen weg, allen noodigen waarborg van echtheid zal bieden en den rechters volstaan zal om uitspraak te doen. Trouwens, *het Verdrag verbiedt hun niet, zich verder in te lichten.* » Inderdaad, naar de stellige verklaring van het Verslag aan de Conferentie, zal « de belanghebbende dit bewijs mogen leveren (het bewijs dat het vonnis niet in kracht van gewijsde is gegaan), zelfs tegen het getuigenschrift in, overgelegd naar luid van het laatste lid van artikel 19 ». Uit de verklaring zal dus een vermoeden *juris tantum* volgen (1).

Bovendien is deze bepaling niet verbindend, wat aangaat het overleggen der verklaring : « het zal volstaan ». In het zoo vaak gemeldé Verslag leest men : « Dit voorstel, waarvan het practisch belang uitschijnt, stuitte op bezwaren van beginsel, in 't midden gebracht door verscheidene afgevaardigden, die verklaarden dat in hun land geen enkele overheid bevoegd was om dergelijk getuigenschrift af te leveren. Na beraadslaging kwam men tot een vergelijk, dat is opgenomen in het 2^e lid van artikel 19 van het ontwerp en samengevat kan worden als volgt : « *Elk land zal handelen naar belijfte of naar den zin zijner wetgeving*; het zal dus bij de rechtsbeslissing al of niet eene verklaring voegen, dat die beslissing in kracht van gewijsde is gegaan. *Wordt dergelijke verklaring niet overgelegd, dan zal de kwestie zich blijven voordoen zooals thans.* »

De overheid, die over het verzoek tot uitvoerbaarverklaring te beslissen heeft, zou dus moeten oordeelen. Tijdens de beraadslaging verklaarde de heer Renault zich voor het artikel door te bewijzen dat het aan geen enkel land iets oplegde in strijd met zijne gedachten. In Frankrijk, bijvoorbeeld, zegt de verslaggever, bestaat thans geene enkele overheid die gemeld getuigenschrift zou kunnen afleveren, en dit is te betreuren, want de Franschen blijven aldus verstoken van een gemakkelijk middel om het exequatur in het buitenland te verkrijgen; doch er bestaat geen reden om het getuigenschrift, afgeleverd door eene vreemde overheid in overeenstemming met hare eigene wet, te verwerpen, te meer daar dit getuigenschrift niet noodzakelijk tegen hem een onwraakbaar bewijs leveren zal.

« In Frankrijk zal de persoon, tegen wien men het inroept, kunnen bewijzen dat de beslissing niet in kracht van gewijsde is gegaan. Dit voorbehoud werd gemaakt in de eerste plaats ter eere van de beginselen, want

(1) Verslag : *Handelingen*, 1904, bl. 97.

men kan bezwaarlijk onderstellen dat dergelijk getuigschrift onnauwkeurig zou zijn. »

G. — Naar luid van artikel 19, « zullen de beslissingen *omtrent de kosten uitvoerbaar* verklaard worden *zonder de partijen te hooren*, doch *behoudens nader verhaal* van de veroordeelde partij, overeenkomstig de wetgeving van het land waar de tenuitvoerlegging wordt vervolgd. » Het geldt hier de beslissing over het exequatur. De belanghebbende, zegt de heer Renault (2), zal kunnen in verzet komen tegen die tenuitvoerlegging door te bewijzen, *bijvoorbeeld*, dat het vonnis niet in kracht van gewijsde is gegaan ..

Hoogstwaarschijnlijk, voegt hij erbij, zal men zeer zelden in verzet komen en de belanghebbende zal het vonnis over het exequatur, eens uitgesproken, aanvaarden, terwijl hij, gedagvaard zijnde, het oogenblik der beslissing had kunnen verdagen. « Het ontwerp verschaft dus het voordeel van den spoed zonder de rechten van den persoon te verkorten. »

Alhoewel het verhaal open staat volgens de Belgische wet, waren de Bestendige Commissie voor Internationaal Privaatrecht en de Regeering van meening dat, indien het vonnis tot uitvoerbaarverklaring uitgesproken is en men het in België wil ten uitvoer leggen, het recht van verdediging niet voldoende gewaarborgd, de rechten der veroordeelde partij niet genoeg gevrijwaard zouden zijn, moest men voor haar niet ruimer en niet gemakkelijker maken de middelen tot verhaal die door de Belgische wetten zijn bepaald; dit heeft men willen verwezenlijken, waar men de Belgische wet wijzigde door deze wet tot goedkeuring. Men kan het klaarblijkelijk doen, aangezien de bepalingen van het Verdrag, die de middelen tot verhaal overlaten aan de inlandsche wetten van elken Staat, niet worden gewijzigd. De Regeering stelt dus voor, artikel 16 van onze wet op de bevoegdheid en het rechtsgebied zóó te wijzigen, dat de belanghebbende steeds hooger beroep kan aantekenen. Dit is het doel van artikel 2 van het wetsontwerp tot goedkeuring, luidende als volgt :

« Met afwijking van artikel 16 der wet van 25 Maart 1876, kan tegen de bij artikel 19 van dat Verdrag bedoelde uitvoerbaarverklaring beroep worden ingesteld, zelfs als de som der kosten minder dan 2,500 frank bedraagt. »

Aldus zijn al de moeilijkheden opgelost, en er is geen reden om de bepalingen niet goed te keuren, die eene ware verbetering zijn en daarom door de vijftien Staten van het Europeesche vasteland werden aangenomen. Met belangstelling zal men bemerken dat het Protocol van den Haag zonder aanmerkingen ondertekend werd door den afgevaardigde van het Japansche Rijk.

XII.

De Hoofdstukken IV en V, betreffende den KOSTELOOZEN RECHTSBIJSTAND EN DEN LIJFSDWANG, ARTIKELEN 20 TOT 24, geven aanleiding tot weinige opmerkingen; zij kunnen samengevat worden als volgt :

(1) *Handelingen*, bl. 76, 98.

(2) *Ibid.*, bl. 97.

A. — Naar luid van artikel 20, « zullen de onderhoorigen van elken der verdragsluitende Staten in al de andere verdragsluitende Staten tot het voorrecht van den kosteloozen rechtsbijstand worden toegelaten, *evenals de inlanders zelven*, mits zij zich gedragen naar de wetgeving van den Staat, waar de kostelooze rechtsbijstand wordt verlangd ».

Deze bepaling wordt door den heer Renault in zijn verslag aldus verklaard : « Er werd enkel aangemerkt dat het artikel wel schijnt te onderstellen dat de kostelooze bijstand voor het gerecht overal ingevoerd werd, dat slechts verschil bestaan kan in de wetgevingen omtrent de vereischten en gevolgen; al wat de onderdanen van een Staat kunnen vorderen in den anderen Staat, is *de gelijkstelling met de inlanders*. De toestand is klaarblijkend anders, wanneer in een verdragsluitenden Staat of in eene streek van een verdragsluitenden Staat de kostelooze rechtsbijstand niet bestaat. Voorzeker kan men dan niet zeggen, bij weigering aan een uitlander, dat het Verdrag geschonden wordt, aangezien zij ook niet bestaat voor de inlanders. Doch hierin ligt een moeilijk aan te nemen gemis van wederkeerigheid. De onderhoorigen van het land, waar eene wetgeving, die zoo tegenstrijdig is *met de algemeene strekkingen*, van kracht is, genieten wel het voordeel van den rechtsbijstand in de andere verdragsluitende Staten. Is dit billijk? Laten wij hopen dat, ook in deze, de Internationale Unie hare heilzame vruchten zal afwerpen, en dat dergelijke onregelmatigheden weldra zullen verdwijnen (1). »

B. — Betreffende het getuigschrift of de verklaring van onvermogen, heeft men zich afgevraagd of de overheden van de contracteerende Staten *verplicht* zijn, dergelijke getuigschriften af te leveren, of wel of zij daarin vrij blijven. De Commissie is van meening dat men niet twijfelen kan aan het bestaan van dergelijke *verplichting*, zooals blijkt uit artikel 16 van het Verdrag van 1896, artikel 22 van het ontwerp, en de artikelen 20 en 21 (2).

C. — De praktijk duidde zekere leemten aan in het Verdrag van 1896.

1° Men had het geval niet voorzien van « een onderdaan van eenen verdragsluitenden Staat, die, het *Pro Deo* aanvragend in eenen anderen Staat, woont in een niet contracteerend land waar de overheden geen getuigschrift van onvermogen afleveren. »

In dit geval « volstaat », volgens een nieuwe bepaling, een bewijs afgegeven door, of wel eene verklaring afgelegd vóór een diplomatischen of consulaire ambtenaar van het land, waartoe de vreemdeling behoort » (artikel 21). De Memorie van Toelichting wijst op deze door den tekst ingevoerde nieuwheid.

2° Aangaande artikel 23, wijst de Memorie van Toelichting terecht op de verslagen en verklaringen in de Conferentie. De tekst daarvan luidt : « De » Commissie, de gedachte van een Italiaansch amendement overnemende, » neemt in het ontwerp een artikel op, dat bedoelt wat men de internationale gevolgen van den kosteloozen rechtsbijstand noemt. De onderhoorige

(1) *Handelingen*, 1904, bl. 99.

(2) *Ibidem*, bl. 99.

» van eenen contracteerenden Staat heeft in eenen anderen Staat kosteloozen
 » rechtsbijstand verkregen. Het kan gebeuren dat, voor hetzelfde geding,
 » *beteekeningen van gerechtelijke akten of rechterlijke opdrachten* moeten
 » volbracht worden in andere contracteerende Staten. Moeten deze andere
 » Staten ook geen kosteloozen rechtsbijstand verleen? De Commissie is
 » van oordeel dat dit moet geschieden. Dit werd erkend zelfs door de
 » afgevaardigden die het algemeen beginsel der kosteloosheid verworpen
 » hadden (1). »

In de beraadslaging werden uitleggingen gewisseld.

De heer Rochussen zegde « dat de door den Minister van Justitie van Nederland gewenschte bepaling de leemte zou aanvullen, die in de praktijk aanleiding tot bezwaren gegeven had ».

De heer Voorzitter deed aanmerken « dat de kwestie niet alleen hare internationale, doch ook hare nationale zijde had, want zij betrof ook de inlandsche wetgeving ».

De heer Renault, verslaggever, zegde « dat inderdaad de kwestie ook uit dat oogpunt moest beschouwd worden.

» Het artikel zal kunnen ingeroepen worden ten bate van den persoon die kosteloozen rechtsbijstand in zijn eigen land verkregen heeft (2). »

Om die redenen werd artikel 23 in het Verdrag opgenomen : « Indien het voordeel van den kosteloozen rechtsbijstand aan den onderhoorige van een der verdragsluitende Staten werd toegestaan, zullen de *beteekeningen betreffende hetzelfde geding*, welke in een anderen dier Staten mochten te doen zijn, enkel kunnen aanleiding geven tot terugbetaling, door den aanzoekenden aan den aangezochten Staat, van de kosten veroorzaakt door de aanwending van een bijzonderen vorm, krachtens artikel 3.

» In hetzelfde geval, zal de uitvoering van rechterlijke opdrachten enkel aanleiding geven tot terugbetaling, door den aanzoekenden aan den aangezochten Staat, van de aan de getuigen of de deskundigen betaalde vergoedingen, zoomede van de kosten benodigd, desgevallend, door de toepassing van artikel 14, lid 2. »

XIII

Het Verdrag van 1896 zegt (art. 17) : « Lijfswang, hetzij als middel van uitvoering, hetzij als middel tot bewaring van rechten, zal in burgerlijke zaken of in handelszaken niet kunnen worden toegepast op de vreemdelingen behorende tot een van de verdragsluitende Staten, in de gevallen waarin tegen de onderhoorigen van het land geen lijfswang mocht toegelaten zijn. »

De Deutsche afvaardiging stelde eene toevoeging voor, die zij in de volgende bewoordingen rechtvaardigde : « Men onderstelt dat een verdragsluitend land den lijfswang nog toelaat in burgerlijke zaken en in handelszaken; hij wordt toegepast onder dezelfde rechtsvoorwaarden tegen

(1) *Handelingen*, 1904, bl. 99.

(2) *Handelingen*, 1904, bl. 77.

vreemdelingen en inlanders; bijgevolg wordt het beginsel van het Verdrag geëerbiedigd. Het kan gebeuren dat er een middel bestaat om de gevolgen van den lijfswang te doen ophouden, bijvoorbeeld de faillietverklaring. Dit middel kan *in rechten* aangewend worden door vreemdelingen en door inlanders. *Feitelijk* is het anders. De inlanders, die gewoonlijk in het land hunne woonplaats hebben, kunnen er failliet verklaard worden. De vreemdelingen, die zich *in het land* met handelszaken hebben kunnen bezighouden, maar die er geene woonplaats hebben, kunnen er niet failliet verklaard worden. De verklaring, waarvan zij het voorwerp mochten geweest zijn in het vreemd land, inzonderheid in het vaderland, zal niet van kracht zijn in het land waar men hen wil gijzelen. Om dit voorzeker betreurenswaardig gevolg te vermijden, stelt de Commissie voor, terwijl zij tevens erkent dat daar een *zeker gevolg* gegeven wordt aan een vonnis van faillietverklaring uitgesproken in den vreemde, artikel 17 van het Verdrag aan te vullen, dat alsdan artikel 24 wordt. »

Het Protocol der Conferentie en het Verdrag voegen daarom er het volgende aan toe : « Een feit, dat door een metterwoon in het land gevestigden onderhoorige kan ingeroepen worden om opheffing van het dwangbevel te bekomen, moet dezelfde uitwerking hebben ten bate van den onderhoorige van een verdragsluitenden Staat, zelfs zoo dat feit zich in het buitenland heeft voorgedaan. »

XIV

De slotbepalingen (Hoofdstuk VI) betreffen de formaliteiten van bekrachtiging en toetreding, den duur van het Verdrag, de bevoegdheid om het op te zeggen, het berekenen van de termijnen en andere zaken die tot het protocol behooren. Het volstaat erop te wijzen, dat door de wet, houdende goedkeuring van het Verdrag van overneming van Congoland, en door het in werking brengen van de koloniale wet, artikel 26 meer belang oplevert voor België.

Naar luid van dit artikel is het Verdrag *van rechtswege* van toepassing binnen het *Europeesch* grondgebied der verdragsluitende Staten. Maar « indien een verdragsluitende Staat het in werking wenscht te stellen binnen zijn grondgebied, zijne bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of binnen zijne gerechtelijke consulaire omschrijvingen, zoo zal hij zijn voornemen daartoe mededeelen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs diplomatischen weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der verdragsluitende Staten. Het Verdrag zal in werking treden in de betrekkingen tusschen de Staten, die de mededeeling met eene inwilligende verklaring zullen beantwoorden, en het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, zoomede de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, waarvoor de mededeeling zal zijn gedaan. »

Men onderstelt dus dat het Moederland zulks *wenscht*.

Wellicht is het nuttig deze bepaling nader te doen kennen door de mede-

deeling van een uittreksel uit het verslag van het Comité van redactie der Conferentie : « De aanzeggingen aldus gedaan zijnde door de Nederlandsche Regeering, zal elke van de andere contracteerende Staten *onderzoeken of het hem belieft deze uitbreiding van het Verdrag aan te nemen*. Ingeval dit onderzoek gunstig uitvalt, behoeft hij slechts bevestigend te antwoorden op de aanzegging, en zijn antwoord zal gericht worden tot de Nederlandsche Regeering. Aldus zal het contractsverband op zeer eenvoudige wijze gelegd worden... Men mag zich niet vergissen omtrent de gevolgen van het stelsel... De Staat die de bepalingen van het Verdrag *wil* uitbreiden tot eene zijner koloniën, bijvoorbeeld, moet zijn aanbod richten tot al de contracteerende Staten; hij mag onder hen geen keus maken, anders ging hij den zin van het Verdrag zelf te buiten. Wil men zich niet verbinden met al de contracteerende Staten, dan behoeft men geen gebruik te maken van de *regeling* van artikel 26; *dan moet men zijn toevlucht nemen tot bijzondere overeenkomsten.* »

« Integendeel, de Staten, aan wie het aanbod gedaan wordt, zullen het moeten aannemen zooals het gaat en staat, en wel voor heel hun grondgebied dat reeds aan het Verdrag onderworpen is, hetzij ten opzichte van al de andere Staten of slechts ten opzichte van eenige. Zij kunnen noch het aanbod noch de gevolgen van de verklaring splitsen. Zooniet zou het onmogelijk zijn, nog klaar te zien in de werking van het Verdrag. »

Het Verdrag werd onderteekend door al de Staten van het Europeesche Vasteland en kan slechts ten goede komen aan alle belangen.

Uwe Commissie keurde het Verslag goed en stelt u, Mijne Heeren, eenparig voor, het Verdrag goed te keuren.

De Voorzitter-Verslaggever,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.
